



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente  
de l'économie et du travail**

**Le mercredi 5 mai 2010 — Vol. 41 N° 40**

Étude des crédits du ministère du Tourisme

**Président de l'Assemblée nationale:  
M. Yvon Vallières**

---

**QUÉBEC**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats des commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission en particulier:	
Commission de l'administration publique	75,00 \$
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	50,00 \$
Commission de l'aménagement du territoire	100,00 \$
Commission de l'Assemblée nationale	5,00 \$
Commission de la culture et de l'éducation	100,00 \$
Commission de l'économie et du travail	100,00 \$
Commission des finances publiques	75,00 \$
Commission des institutions	100,00 \$
Commission des relations avec les citoyens	25,00 \$
Commission de la santé et des services sociaux	75,00 \$
Commission des transports et de l'environnement	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec, Qc  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

## Commission permanente de l'économie et du travail

Le mercredi 5 mai 2010 — Vol. 41 N° 40

### Table des matières

Discussion générale	1
Stratégie en matière de développement du tourisme au Québec	1
Aide financière aux festivals et aux événements touristiques	4
Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent	5
Projet de réouverture du canal de Soulanges	6
Mise en oeuvre de la démarche Qualité Tourisme	9
Document déposé	9
Mesures visant à stimuler la croissance du tourisme d'affaires	9
Préparation des célébrations du 375e anniversaire de Montréal	11
Fonds de partenariat touristique	13
Contrat de services professionnels attribué au Groupe-conseil KPMG	13
Conditions d'admissibilité aux programmes d'aide financière du ministère	14
Visas imposés aux Mexicains et aux Tchèques	15
Retombées économiques générées par le Stade olympique	16
Importance du tourisme dans le cadre du plan Nord	17
Adoption des crédits	18
Documents déposés	18

### Intervenants

M. François Ouimet, président

Mme Nicole Ménard  
M. André Villeneuve  
Mme Danielle St-Amand  
M. Michel Matte  
M. Guy Leclair  
M. André Drolet  
Mme Filomena Rotiroti  
Mme Johanne Gonthier

- \* M. Pierre-Michel Bouchard, Société du Centre des congrès de Québec
- \* M. Marc Tremblay, Société du Palais des congrès de Montréal
- \* M. François Diguier, ministère du Tourisme
- \* M. André Gourd, Régie des installations olympiques
  
- \* Témoins interrogés par les membres de la commission

**Note de l'éditeur:** La commission a aussi siégé en matinée et en après-midi pour l'étude des crédits du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Le compte rendu en est publié dans un fascicule distinct.

Le mercredi 5 mai 2010 — Vol. 41 N° 40

## Étude des crédits du ministère du Tourisme

*(Dix-neuf heures trente et une minutes)*

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Je constate le quorum et je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs téléphones cellulaires.

Le mandat de la commission est d'entreprendre l'étude des crédits du portefeuille Tourisme pour l'année financière 2010-2011. Une enveloppe de deux heures a été allouée à l'étude de ces crédits.

Mme la secrétaire, avons-nous des remplacements?

**La Secrétaire:** ...M. le Président. Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger) remplace M. Bachand (Arthabaska); Mme St-Amand (Trois-Rivières) remplace M. Mamelonet (Gaspé); et M. Villeneuve (Berthier) remplace Mme Richard (Marguerite-D'Youville).

## Discussion générale

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, j'ai compris qu'il y avait entente entre les formations politiques pour entrer directement dans le vif du sujet sans remarques préliminaires. Donc, je vais reconnaître le premier intervenant, et ça sera M. le député de Berthier, qui est porte-parole pour sa formation politique en matière de tourisme, notamment. M. le député.

## Stratégie en matière de développement du tourisme au Québec

**M. Villeneuve:** Merci, M. le Président, et bonsoir, M. le Président, car nous sommes en soirée, pour les gens qui nous écoutent. Bonsoir, Mme la ministre. Bonsoir, collègues de l'Assemblée nationale. Bonsoir aussi à l'ensemble des différents organismes qui sont présents avec nous ce soir, là, évidemment les gens du ministère et assurément la RIO, le Palais des congrès... Montréal, Québec probablement aussi, je présume bien. Et évidemment bonsoir et merci d'être toujours présents au niveau du personnel de l'Assemblée nationale, qui est toujours prêt à nous seconder dans nos travaux.

Alors, je commencerai immédiatement, M. le Président. Je voudrais vous citer des chiffres, bien connus, de l'Organisation mondiale du tourisme. Le nombre d'arrivées de touristes internationaux dans le monde passera de 903 millions en 2007 à 1,6 milliard en 2020. Bien évidemment, ce sont des projections, mais je pense qu'on peut bien... on peut se fier à ces projections-là. Donc, 1,6 milliard en 2020, ça commence à faire beaucoup de tourisme. On peut donc dire que la taille de l'industrie va pratiquement doubler pendant cette période.

Au Québec, le gouvernement a défini une politique aux objectifs ambitieux, en 2005, dans son document *Vers... non pas avec un «à», mais avec un «s», donc Vers un tourisme durable*. Pour mesurer l'impact de cette politique et des autres actions du gouvernement, je suis allé comparer quelques

indicateurs, fournis par le ministère pour l'année 2004, avec ceux de l'année 2007. Les chiffres de 2007 sont les plus récents disponibles, à moins qu'évidemment le ministère en ait d'autres à sa disposition, et ça nous fera plaisir de les partager avec eux s'ils veulent bien. Mais pour le moment, pour l'heure, c'est les chiffres de 2007 donc qui sont les plus récents disponibles, et soulignons qu'ils datent d'avant la récession. Ils seront assurément pires en 2009.

Commençons par les arrivées de touristes internationaux. Entre 2004 et 2007, ils augmentent de 19 % dans le monde. Au Québec, ils diminuent de 7,4 %. Pour ce qui est des dépenses de ces touristes internationaux dans le monde, pour la même période, ils augmentent de 37 %. Au Québec, ils diminuent de 25 %.

Voyons la balance touristique, donc dépenses des touristes étrangers, au Québec, moins dépenses des touristes québécois à l'étranger. Elle était de moins 675 en 2004, elle passe à 1,81 milliard en 2007. Le déficit a augmenté de 168 %. Ce dernier chiffre prouve que non seulement nous recevons de moins en moins de touristes de l'extérieur, mais que nous n'arrivons pas à convaincre les Québécois de passer leurs vacances au Québec. On voit bien que, pendant que le tourisme international se développe à grande vitesse, tel que prévu par l'Organisation mondiale du tourisme, au Québec, lui... régresse systématiquement année après année. Pourtant, le Québec n'a rien à envier aux autres destinations et dispose de richesses incroyables qui pourraient être correctement exploitées ou développées. Il est clair que les politiques gouvernementales et le modèle de gouvernance de notre tourisme, qui en découle, ne fonctionnent pas.

Alors, j'aimerais savoir de la part de la ministre quelles sont les actions envisagées par son ministère, par le gouvernement... et en général, en particulier, pour s'attaquer à ce problème majeur. Et, je tiens à le répéter, M. le Président, il s'ouvre devant nous une opportunité assez fantastique au niveau de l'explosion du nombre de touristes qui vont voyager en 2020 à travers le monde. L'année passée, j'ai tenu le même discours, je le tiens encore cette année. Et je pense que les experts sont du même avis que moi, et les Québécois sont aussi fiers de leurs territoires, de leurs paysages. Bref, nous avons tout ce qu'il faut à offrir pour que nous puissions devenir une... j'allais dire, une puissance, c'est pratiquement ça, alors, pour devenir une contrée, un pays à visiter, alors. Et, si mes chiffres ne sont pas exacts, Mme la ministre, vous me le direz. Mais je pense que c'est... j'ai travaillé le document avec ce qui était disponible, là.

Alors, qu'entend faire la ministre? Qu'entend faire le gouvernement?

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Alors, Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci, M. le Président. Tout d'abord, permettez-moi de faire les salutations aussi. Alors, je vous salue, M. le Président. Je salue bien sûr le député de Berthier, mon ancien critique à l'opposition officielle, et permettez-moi aussi de profiter de l'occasion pour saluer le député de Bertrand et de lui souhaiter un prompt rétablissement. Alors, je salue aussi le député de Beauharnois et mes

collègues députés du côté gouvernemental. Bonsoir. Mesdames messieurs des sociétés d'État, merci. Et, les membres du ministère, bien sûr. Alors, merci d'être présents.

Alors, cette session de crédits, M. le Président, me donne définitivement l'opportunité ce soir de démontrer l'importance économique de l'industrie du tourisme au Québec, puisqu'il génère des recettes importantes de l'ordre de 10,7 milliards de dollars. On parle de près de 30 000 entreprises en tourisme. On parle aussi de plus de 400 000 personnes à l'emploi au tourisme. Alors, c'est... et qui est présent dans toutes les régions. Alors, il me fera un grand plaisir ce soir de démontrer le bien-fondé de l'utilisation des crédits dédiés au ministère du Tourisme. Alors, concernant le volume de visiteurs au Québec en 2008, je n'ai pas pris en note, M. le député de Berthier, tous les chiffres que vous avez mentionnés, mais je vais vous donner les données finales que le ministère m'a présentées. Alors, le nombre de visiteurs s'est accru de 1,6 % en 2008, pour atteindre 62 708 000, dont 36 701 000 sont des excursionnistes et 26 008 000 sont des touristes. Alors, des touristes, alors, ce sont les dernières données que j'ai.

Alors, aussi, concernant... il a parlé de la balance touristique. Définitivement, il y a une baisse. On est rendus... le déficit est rendu à 1 895 000 000 \$, effectivement. C'est le dernier chiffre que j'ai aussi. Alors, on remarque que beaucoup plus de Québécois vont à l'extérieur. À quoi c'est dû? Bien, il y a la parité du dollar aussi, le dollars canadien, qui est en hausse constante, qui, malheureusement, influence les Québécois à sortir du Québec et à aller visiter d'autres endroits.

Nous avons... Ce que nous avons fait en 2009, c'est une promotion exceptionnelle pour inviter les Québécois à visiter le Québec. Vous vous souviendrez de cette promotion, qui était exceptionnelle parce que normalement le ministère fait sa promotion hors Québec, mais elle était aussi exceptionnelle parce qu'elle démontrait l'arrière de tout ce qui se passe en arrière, là, quand on parle de tourisme, tous les travailleurs qui y sont associés, alors, et nous avons eu... Je n'ai pas avec moi toutes les régions, mais il y a eu beaucoup de croissance dans différentes régions, et j'ai en tête la Gaspésie, par exemple, qui a eu une belle croissance.

Alors, la promotion, l'action que nous avons posée... Et cette action-là, M. le député... M. le Président, excusez-moi, on s'adresse au président, cette action-là, M. le Président, a été mise en place parce que, quand... Lors de mes tournées, bon, j'étais en discussion avec les gens de l'industrie et je sentais l'inquiétude, et c'est alors que je suis arrivée au ministère... et, en fait, demander qu'on travaille une publicité intra-Québec, chose que normalement le ministère ne fait pas. Alors, nous l'avons fait, et les résultats ont été assez bons.

Aussi, le député, M. le Président, parlait que nous avons... nos baisses sont terribles, là, c'est majeur, et tout ça. Oui, on n'a pas rencontré l'objectif de la politique, qui était de 13 milliards de dollars, qui était un chiffre quand même ambitieux, sauf que nous avons fait mieux que toutes les autres provinces au Canada.

● (19 h 40) ●

**Le Président (M. Ouimet):** ...je retourne du côté de l'opposition officielle. M. le député.

**M. Villeneuve:** Merci, M. le Président. Bien, écoutez, moi, je veux bien entendre la réponse de la ministre, là, qu'on ait fait mieux que le reste du Canada. Je ne sais pas si la ministre fait référence aux derniers articles qu'on a vus apparaître dans les journaux, qui sont assez éloquentes, là...

*Le Canada ne vaut plus le voyage*, alors des titres qui décidément, là, n'arrangent rien, là, quant à la notoriété qu'on peut avoir, là. *Tourisme: le Canada manque le bateau*.

Quand vous faites référence au fait qu'on a fait mieux que les autres provinces, écoutez, permettez-moi de vous préciser qu'au niveau des objectifs, et vous l'avez vous-même admis tantôt, on ne les a pas atteints. Et ma question, elle demeure la même que tantôt, et j'aimerais vous entendre sur le fond. Ma question est... Bon. Vous avez fait de la promotion. Je me rappelle, l'année passée, là, vous aviez vos cartons, là, avec les photos voyage, et tout allait bien, là. Et pourtant, déjà là, l'an passé, je vous disais qu'il y avait une problématique qui se profilait à l'horizon. Alors, moi, la question de fond que je vous pose ce soir, c'est: Diantre, que faites-vous pour corriger la situation? Quelles actions allez-vous entreprendre? Et j'ai lu quelque part, dans un article... attendez que je le retrouve, que vous étiez... «la ministre du Tourisme entend développer un plan d'action à très court terme pour stimuler ce secteur économique». Quelles sont les actions que vous allez poser à court terme pour justement peut-être changer la tendance, de un, et, à moyen terme et long terme, pour assurer que le Québec, comme les journalistes le disent si bien, manque le voyage, manque le bateau? Il y a une opportunité devant nous, là. Il faut bouger, là. Ça va prendre une vision, mais vraiment une vision porteuse et à long terme pour y arriver.

Donc, dans un premier temps, quelles actions allez-vous poser pour faire cesser finalement la descente dans laquelle nous sommes entraînés? Et éventuellement quand est-ce qu'on aura un plan ambitieux pour justement s'assurer qu'on va profiter de l'opportunité qui se dessine au niveau du tourisme à travers le monde?

**Mme Ménard:** ...M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Allez-y.

**Mme Ménard:** Alors, les actions que nous avons posées... vous me permettez, là, vous me donnez l'opportunité de vous parler de la stratégie des croisières internationales sur le Saint-Laurent. C'est une action, une stratégie très porteuse que nous avons mise de l'avant. Nous avons créé six escales, et ces six escales-là se trouvent... on les retrouve au Saguenay, j'y vais par coeur, là, au Saguenay... Baie-Comeau, vous les connaissez sans doute, Havre-Saint-Pierre, les Îles-de-la-Madeleine... là, je passe un test de mémoire, et...

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** Havre-Saint-Pierre. Je l'ai nommée.

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** Et Gaspé. Merci. Et Gaspé. Alors, on a mis cette stratégie-là en oeuvre, et je peux vous dire que, dès 2009, nous avons... on a eu une croissance de 33 % de croisiéristes qui sont débarqués dans nos régions et finalement allés dépenser dans nos régions, allés dans les restaurants, allés dans les magasins-souvenirs, allés. Il y avait des forfaits aussi, M. le Président, qui existent, à aller visiter. Si je parle... à Sept-Îles, par exemple, j'ai été témoin, là, du premier gros bateau qui est arrivé à Sept-Îles, et ces gens-là ont des forfaits pour aller visiter la réserve de Sept-Îles. Bon. Enfin, ça, c'est le genre d'actions que nous avons posées.

L'autre action que nous avons posée était le programme Renfort. L'année dernière, en 2009, au budget 2009-2010, on avait annoncé 200 millions de dollars dans le programme Renfort, qui serviraient aux volets Forêts et Tourisme. Et, pour la première fois, M. le Président, nous avons un programme qui pourrait aider financièrement l'industrie touristique côté infrastructures. Alors, c'est une autre action que nous avons posée et qui a apporté des résultats. Nous avons... Il y a eu 19 dossiers de déposés. Il y a sept dossiers qui ont été approuvés pour, de mémoire, 22 000... 22 millions, pardon, 100 000 \$.

Alors, c'est le genre d'actions que nous avons posées. Il y a aussi le programme d'aide stratégique.

Alors, encore une fois, l'industrie dépose des projets, en autant que le projet est structurant et qu'il répond aussi, naturellement, au côté durable. Alors, à ce moment-là, on approuve les projets et on finance, on apporte une aide financière. Alors, il y a plein d'actions qui ont été posées, M. le Président. Il y a aussi...

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** Oui. Vous voulez que j'arrête ou je continue?

**Le Président (M. Ouimet):** ...c'est parce que je souhaite des questions relativement courtes, des réponses relativement courtes pour équilibrer le temps.

**Mme Ménard:** Bien sûr. Je reviendrai.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, je vais retourner du côté de l'opposition officielle. M. le député de Berthier.

**M. Villeneuve:** ...M. le Président. Écoutez, je vous parle de vision à long terme, je vous parle de leadership, je vous parle de gouvernance. Je crois que c'est de ça qu'il est question. Et, lorsqu'on fait le tour de l'actualité dans les différents... j'allais dire, les personnes, là, qui réfléchissent beaucoup au tourisme, on comprend que, dans leurs propos... c'est qu'il faut vraiment, là, développer un leadership, il faut vraiment développer une vision.

On sait que les organismes qui interviennent dans le domaine du tourisme, notamment dans le développement de l'offre, bon, il y a évidemment... il y a le ministère, ministère du Tourisme, il y a 20 associations touristiques régionales, il y a Transports Québec.

**Une voix:** ...

**M. Villeneuve:** 22? On est rendu à 22, madame. Bon, excusez-moi. Quelque chose de genre, en tout cas entre 20 et 23.

Il y a Transports Québec qui intervient. Il y a le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs... le ministère de la Culture, le Secrétariat aux Affaires autochtones, le Bureau de la Capitale-Nationale, Investissement Québec, sans oublier évidemment les organismes fédéraux, la Commission canadienne du tourisme, Patrimoine Canada, Infrastructure Canada, Développement

économique Canada. Puis là je dois en oublier, là, mais en gros, là, vous comprenez le sens, hein, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup d'intervenants, là. Chacun de ces organismes évidemment a ses propres objectifs. Par définition, un organisme, pour assurer sa survie, développe ses objectifs pour justement être capable de survivre dans le domaine. Et nous savons très bien que les ministères et organismes travaillent, la plupart du temps... et c'est malheureux, et on le répète et on le répète, mais c'est malheureux, mais ils travaillent en silo. Donc, il n'y a pas vraiment de leadership, il n'y a pas de vision commune.

Et, je le disais tantôt, on est en train de manquer le bateau, hein, et nous parlons ici... on ne parle pas d'une petite industrie, là, on parle ici de secteurs... le troisième, c'est actuellement le troisième secteur industriel au monde, alors, puis c'est celui qui croît le plus rapidement.

D'abord, est-ce que le gouvernement, M. le Président, est conscient de cela? Je pense que ce que je viens d'énumérer là, ce que je viens de dire là, c'est quelque chose de connu. Est-ce qu'on en est conscient? Puis est-ce que le ministère envisage des mesures sérieuses pour revoir le modèle, pour revoir un modèle, se donner un modèle de gouvernance, je vous dirais, à la hauteur de l'offre, qui se dessine devant nous... d'opportunité qui se dessine devant nous? Et est-ce que le gouvernement va plancher sérieusement pour assurer une meilleure coordination? Parce que les forces qui sont en présence, ici, là, elles sont phénoménales, là, et ce sont tous des organismes qui font un travail extraordinaire, personne ne doute de cela, mais présentement c'est comme s'il y avait un éclatement et c'est difficile, et je comprends que... Et je salue l'initiative. Les ATR font beaucoup, de plus en plus d'ailleurs, au niveau de la promotion. Alors, il y a beaucoup d'associations entre différentes ATR pour justement augmenter leur masse critique, monétaire d'abord, bien évidemment... et aussi de mettre en commun leurs expertises et leurs ressources, et on salue ça, et c'est très bien, mais peut-être qu'on aurait besoin d'avoir un leadership plus fort au niveau du gouvernement.

Souvent, je dis que... On se rappellera la création du ministère, en 1961, M. le Président. C'est assez étonnant. En 1961, bien avant le ministère de l'Environnement, en passant, on a créé le ministère du Tourisme en 1961, et suite à cela... Et d'ailleurs c'était dans... Au Musée de la civilisation, il y avait une exposition là-dessus, et ils en parlaient abondamment. C'était très intéressant. Et ce qu'ils disaient, c'est qu'à l'époque ils ont su, le ministère du Tourisme et le ministère du Transport, faire vraiment, là, équipe, et on a connu le développement... le développement, j'entends, au niveau touristique, développement donc du Lac-Saint-Jean, développement de la Gaspésie, et il y a eu un chantier routier incroyable, et ces routes-là ont permis l'essor du tourisme au Québec. Alors, je pense que tout le monde s'entend pour dire que, lorsqu'on unit nos forces, bon, on est plus forts.

Alors, moi, je voudrais savoir de la part de la ministre, M. le Président: À quand un modèle de gouvernance, avec un leadership fort, au Québec en tourisme?

● (19 h 50) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Oui, M. le Président. Je suis ravie d'entendre ce que je viens d'entendre parce que j'invite officiellement le député de Berthier à assister vendredi aux assises du tourisme, et il entendra ce que j'ai à dire sur la

vision du tourisme et les actions que nous prendrons. Alors, je vous invite officiellement à assister aux assises et vous verrez, vous entendrez de...

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** ...Mme la ministre.

**Mme Ménard:** J'ai... 9 heures?

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** 9 heures.

**Le Président (M. Ouimet):** 9 heures. 9 heures, M. le député.

**Mme Ménard:** 9 heures, M. le député de Berthier, 9 heures, et ça se passe à Montréal, au Palais des congrès. Alors, vous êtes chaleureusement invité.

Alors, vous verrez de quoi la ministre parlera... et de quel plan j'ai, et naturellement je vous... j'aimerais attendre à vendredi matin pour... parce qu'il y aura 350 personnes de l'industrie du tourisme, en fait des acteurs du tourisme, plus les associations aussi qui seront présentes. Alors, je vous invite à venir entendre ce que j'ai à dire.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Je vais aller maintenant du côté ministériel, le premier bloc étant terminé. Je vais reconnaître Mme la députée de Trois-Rivières.

#### **Aide financière aux festivals et aux événements touristiques**

**Mme St-Amand:** Merci beaucoup, M. le Président. D'entrée de jeu, permettez-moi de saluer la ministre, l'équipe de son cabinet avec laquelle j'ai le privilège de travailler souvent, saluer l'équipe ministérielle et souligner la présence de la sous-ministre, Mme Giguère, qui est originaire de la Mauricie, c'est une belle fierté pour nous, saluer aussi les collègues de l'opposition évidemment et mes collègues du gouvernement. Et évidemment permettez-moi de saluer chaleureusement les gens, les intervenants du milieu touristique qui sont ici aussi ce soir.

M. le Président, j'ai envie ce soir de vous parler des festivals et des événements et surtout... Et je vous salue, bien sûr, M. le Président...

**Le Président (M. Ouimet):** ...Mme la députée.

**Mme St-Amand:** ...écoutez, c'est un incontournable. J'ai envie de vous parler des festivals et des événements, de vous parler de passion.

Vous savez, M. le Président, j'ai le privilège d'avoir été la première directrice générale de Tourisme Mauricie. J'ai eu aussi le privilège d'occuper, à deux reprises plutôt qu'une, la direction générale du Festival western de Saint-Tite. Alors, vous comprendrez que j'ai une très grande passion pour le tourisme. Ma collègue ministre et son équipe le savent aussi. Alors, je veux vous parler des événements parce que d'abord ce sont des moteurs économiques exceptionnels. Nos événements à travers le Québec font une couleur et une richesse vraiment exceptionnelles dont on peut être très fiers.

Vous savez, à Saint-Tite, j'ai eu la chance de travailler avec des équipes permanentes vraiment d'une très, très grande qualité, travailler aussi avec des bénévoles. À Saint-Tite, c'est plus de 500 bénévoles, M. le Président, qui permettent d'accueillir plus de 600 000 visiteurs année après année. Et au Québec, on le sait, hein, ce sont des milliers de visiteurs qui nous permettent de vivre les grands succès que nous vivons avec nos bénévoles, les membres des conseils d'administration, les gens, les citoyens. Je peux vous dire, M. le Président, parce que peut-être que vous n'êtes pas au courant, qu'à Saint-Tite il y a deux... ce qu'on appelle des «bed-and-breakfasts», des gîtes, il n'y a pas d'hôtel. Alors, les citoyens acceptent l'intrusion, je vais appeler ça comme ça, parce que, 600 000 visiteurs dans une petite municipalité de 3 000 habitants, vous allez comprendre que c'est comme si on accueillait la population des États-Unis dans la ville de Montréal. Alors, pendant 10 jours, c'est vraiment exceptionnel. Et je veux saluer les gens de Saint-Tite, les gens de l'organisation, leur dire qu'il y aura toujours une partie de mon cœur avec eux évidemment et qu'ils rayonnent sur la Mauricie mais aussi sur le Québec.

Évidemment, mon collègue du comté de Jean-Lesage, qui a aussi été président du Carnaval de Québec, sait très bien de quoi je parle quand je parle de fierté. Ma collègue, tout à l'heure, de Jeanne-Mance—Viger me disait que chez elle il y avait la semaine italienne qui se tenait au mois d'août, qui accueillait plus de 500 000 visiteurs. Et on pourrait parler de ces succès-là un peu partout à travers le Québec, donc, et de fierté.

Alors, à Trois-Rivières, vous savez... Alors, je vais parler de ma fierté aussi, de mon comté. On a la chance d'avoir le Grand Prix de Trois-Rivières. On a la chance d'avoir le Festival international de la poésie, le Festival international de danse Encore qui sont vraiment des événements qui permettent à notre économie locale de se développer. Et, Mme la ministre le sait, je lui en ai parlé très souvent, le rôle, au niveau de l'économie québécoise, le rôle du tourisme... qu'il joue et qu'il pourra, à mon avis, jouer encore plus est vraiment important, et nous devons, comme gouvernement, soutenir le tourisme.

Donc, je sais que ma collègue ministre a sillonné le Québec au cours de la dernière année. Elle est allée à peu près dans tous les coins. Elle a rencontré et les entrepreneurs touristiques aussi, les intervenants. Alors, comme vous le savez, M. le Président, la saison touristique estivale est à nos portes dans chacune de nos régions respectives, un moment fort pour la tenue des festivals, des événements de toutes sortes. Cette industrie, qui est une vitrine régionale exceptionnelle, un catalyseur au niveau social de par l'implication de tous ces gens qui font le succès de nos événements, créatrice d'emplois dans l'ensemble de nos régions, là... nos événements sont vraiment importants et prolongent la saison touristique.

Alors, j'aimerais demander à Mme la ministre, compte tenu que la saison estivale approche à grands pas... On entend souvent parler d'annonces d'investissements dans le domaine de l'industrie festivalière. Est-ce que l'apport économique de cette industrie est... Là, je vais reformuler ma question parce que je sais que l'apport économique est réellement significatif, mais j'aimerais qu'elle nous en parle, puisqu'elle est à même d'avoir constaté au cours des derniers mois comment c'est important.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci, M. le Président. Alors, bien, tout d'abord, les festivals et les événements donnent une vitrine exceptionnelle pour le Québec et, je dirai, même à l'international. Nous avons de grands festivals au Québec.

Les investissements que notre... en fait, que le gouvernement fait permettent au Québec de se bâtir une renommée indéniable et qui attire, à chaque année, plus de 20 millions de visiteurs. De ce nombre, 5 millions représentent des touristes; 2 millions, des excursionnistes. Et ces visiteurs génèrent des dépenses touristiques de plus de 600 millions de dollars, dont 196 millions de dollars, du nouvel argent. Ce sont des touristes hors Québec. Alors, définitivement, ça a... c'est porteur, ça a un apport incroyable dans l'économie du Québec.

Et, afin d'accompagner cette industrie, mon ministère a un programme d'aide aux festivals et événements, de 12,5 millions de dollars annuellement. Les objectifs du programme sont bien sûr d'appuyer des événements qui présentent une opportunité d'accroître la notoriété et la visibilité du Québec, bien sûr de diversifier l'offre touristique et de prolonger les saisons touristiques. Alors, bien sûr que l'aide financière est basée sur la performance des événements, la performance touristique de chacun des événements. Le virage performance du programme provient d'un comité de réflexion qui a été mis sur pied par notre gouvernement en 2006. Les modalités du programme traduisent très bien les préoccupations du milieu. C'est un virage économique que nous avons pris en 2009 avec l'ensemble des promoteurs de l'industrie afin de mieux rentabiliser les aides financières que le gouvernement investit dans les festivals et événements, afin d'augmenter bien sûr les recettes touristiques dans l'ensemble de nos régions.

Et, en novembre 2009, j'ai adapté le programme afin qu'il prenne davantage en considération les réalités propres aux événements qui se déroulent dans différentes régions du Québec. J'ai fait les ajustements après avoir rencontré... et pris en considération les commentaires des promoteurs des différentes régions, ce qui a permis aux Grandes Fêtes du Saint-Laurent, par exemple, de se qualifier pour la première fois dans le programme. Un autre exemple qui va intéresser le député de Berthier, c'est sûr, c'est le Festival Mémoire et racines, de Lanaudière, qui, pour la première fois, se qualifie aussi dans le programme.

Alors, ce sont des exemples, là, de ce que nous avons fait, ce que nous faisons pour les festivals et événements, et je suis vraiment, mais vraiment contente, heureuse du travail qui a été accompli par les promoteurs de l'industrie festivalière qui ont pris le virage performance. Et ça, c'est très important. Il fallait le prendre, puis ils l'ont pris. Alors, je les félicite d'ailleurs pour le travail qu'ils ont fait. Ça a été très, très apprécié. Et aujourd'hui plein de festivals peuvent maintenant faire partie du programme, et c'est grâce, là, aux actions que nous avons prises et à l'écoute, à l'écoute que la ministre du Tourisme a eue sur le terrain, dans nos belles régions du Québec.

● (20 heures) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, Mme la ministre. Je vais aller maintenant du côté de M. le député de Portneuf.

### **Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent**

**M. Matte:** Merci, M. le Président. Alors, c'est à mon tour de vous saluer, M. le Président, et saluer également nos

collègues députés. Je voudrais souhaiter aussi la bienvenue au personnel, là, qui accompagne la ministre.

Vous savez, M. le Président, que le fleuve Saint-Laurent traverse mon comté de l'ouest à l'est, qu'on appelle également chez nous la route bleue, et on l'appelle la route bleue parce qu'elle nous permet aussi de faire beaucoup d'activités. Je pense, là, à la course de la banquise, l'hiver, là, dans le cadre des activités du Carnaval de Québec, à la traversée du fleuve, et nous avons également dans Portneuf un quai en eaux profondes, où la ville de Portneuf est à analyser, là, actuellement l'orientation qu'on voudra y donner: Est-ce qu'on va maintenir une activité commerciale et récréotouristique ou plus un caractère récréotouristique? Donc, vous voyez les possibilités avec le fleuve, là, de développer une économie dans mon comté, c'est très important.

Mais je voudrais aussi constater que le député de Berthier est très convoité parce que... également je voudrais vous inviter, mon cher collègue de Berthier, à la saison, là, des croisières qui se tient en août, là, puis début de septembre. Parce que je vous écoutais puis je ne partageais pas entièrement, là, vos affirmations. Depuis plusieurs années, on constate que le nombre de croisiéristes est en augmentation continue. Donc, ça augmente depuis plusieurs années. Et vous devriez voir le nombre, là, de Québécois et de Québécoises qui se rendent sur le quai pour voir, admirer, là, ces majestueux bateaux. Et je vous dirais que les boutiques, les restaurants, là, ils sont remplis. Et j'ai été surpris, parce que je sais que vous n'êtes pas à votre première année, là, ici comme député, mais que vous n'avez pas remarqué le nombre de touristes qui est dans le Vieux-Québec, là, lors des saisons, là, de croisières. Et puis ce n'est pas uniquement de petits bateaux, tu sais, il y a le Queen Mary 2, là, qui était ici, là. Alors donc, c'est quelque chose sûrement qui vous manque à votre culture.

Alors, vous savez, Mme la ministre, qu'en 2008 notre gouvernement a procédé au lancement de la Stratégie de développement durable et de la promotion des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent et qu'à cette occasion c'est votre ministère qui a été mandaté pour mettre ça en oeuvre. Je crois aussi que la réalisation de ce plan permettra de créer une richesse tout en privilégiant, là, une approche de développement durable dans un secteur, là, qui est en forte progression. J'imagine aussi que la récession économique que nous avons connue au début des années 2008 s'est traduite par un ralentissement, là, au niveau de l'industrie du tourisme.

Alors, j'aimerais connaître, Mme la ministre... que vous nous parliez un peu des mesures qui sont mises à la disposition des promoteurs. Mais également quelles sont les actions concrètes qui ont été réalisées pour ce secteur d'activité?

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci beaucoup, M. le Président. Bien, tout d'abord, merci, M. le député de Portneuf, de me ramener sur les croisières parce que tantôt j'ai commencé à en parler puis j'aurais voulu en parler beaucoup plus. Alors, merci de me ramener sur les croisières, je l'apprécie.

Alors, tantôt, je parlais finalement d'une stratégie que nous avons mise en place et qui demandera, une fois complétée, des investissements totaux de 52,5 millions de dollars, mais ce qui va générer des investissements totaux de 156 millions de dollars. Alors, c'est une stratégie, là, très, très porteuse.



Tantôt, j'ai parlé des escales, alors je vais plutôt aller sur les objectifs que l'on s'est fixés avec cette stratégie. Alors, bien, tout d'abord c'était bien sûr d'accroître le nombre de bateaux de croisière internationale. Et tantôt, quand j'ai parlé de l'augmentation de 33 %, on parlait de... en fait, on parlait, en 2008, de 171 941 passagers, qui est passé à 228 745 passagers. Alors, vous voyez là la belle croissance qui se fait à ce volet-là. Et, chose importante que j'aimerais mentionner, c'est que cette clientèle-là, ce sont des Américains, et il ne faut pas oublier qu'au Québec notre plus grand marché, c'est les États-Unis. Alors, c'est une stratégie, là, qui aide beaucoup à accroître, là, à la croissance du tourisme au Québec. L'autre objectif était d'augmenter bien sûr le nombre de passagers, je viens d'en parler, de prolonger la saison touristique, parce que vous avez probablement remarqué qu'il y a beaucoup, beaucoup de bateaux de croisière en septembre et octobre, alors que notre grosse saison, au Québec, touristique, M. le Président, c'est l'été, hein.

Mais, avec cette stratégie-là, nous prolongeons la saison touristique. Alors, c'est très intéressant pour toutes les régions du Québec et naturellement générer des dépenses touristiques et des retombées économiques additionnelles pour le Québec. D'ici 2014, le ministère du Tourisme prévoit avec ses analyses que le nombre de passagers escale par année va quadrupler, pour atteindre 400 000, et tripler les dépenses annuelles pour les porter à 271 millions de dollars. Alors, c'est une stratégie qui est très, très, très porteuse. Tantôt, je vous ai parlé que j'ai assisté à l'arrivée d'un bateau à Sept-Îles. Je l'ai fait aussi à Gaspé, M. le Président. Alors, c'est vraiment intéressant de voir tous ces passagers qui débarquent et qui sont heureux de visiter nos belles régions. Ça fait chaud au cœur de voir ça. J'ai aussi rencontré le président d'une revue spécialisée en croisières à New York, qui n'avait que d'éloges pour la stratégie des croisières internationales sur le Saint-Laurent et qui en fait une très belle promotion. Il s'agit de la revue *Cruise Industry News*. Alors, c'est à New York. On est un peu partout à New York, là.

Alors, voici, M. le Président, finalement, là, une autre belle réalisation de notre gouvernement, parce que le gouvernement est très conscient de l'importance de l'industrie touristique au Québec. L'industrie touristique au Québec, c'est 2,7 % du PIB, alors c'est très important. Je vous ai parlé des recettes tantôt. Nous sommes en huitième rang, le huitième rang... au huitième rang, plutôt, je devrais dire, côté exportation.

Alors, définitivement, c'est un volet, un secteur très importants pour le Québec.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien, Mme la ministre. Je pense que je vais aller du côté de l'opposition officielle, parce qu'il reste quelques minutes à ce bloc, mais je reviendrai à vous, M. le député de Jean-Lesage. Alors, M. le député de Beauharnois.

**M. Leclair:** ...M. le Président.

● (20 h 10) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Bonsoir.

### Projet de réouverture du canal de Soulanges

**M. Leclair:** À mon tour de saluer Mme la ministre, chers collègues de l'Assemblée nationale, ainsi que mon collègue, nos chercheurs, les gens du ministère ainsi que

tous les invités. Merci d'être là pour tenter d'éclairer nos antennes en ces crédits 2009-2010.

Le sujet que j'aimerais entretenir, M. le Président, c'est concernant le canal Soulanges. Depuis 1992, des intervenants du milieu travaillent sur le projet de réouverture du canal Soulanges, donc je vais tenter de faire un petit résumé pour les gens qui nous écoutent, qui sont peut-être moins familiers avec ce dossier-là. Je ne le passerai pas en détail, mais des grandes lignes, mettons, depuis 1992. Je vais me rabattre jusqu'en 2005. De passage dans la région de Coteau-du-Lac, le premier ministre s'est arrêté pour annoncer l'octroi d'une somme de 2,4 millions, qui servira à déterminer les différents éléments techniques du projet de réouverture du canal Soulanges de manière à préciser les coûts des impacts environnementaux. On est en 2005.

M. Charest... Excusez-le. Le premier ministre spécifie cependant et explique que, contrairement à l'ancien gouvernement péquiste, qui était le nôtre, son gouvernement souhaitait d'abord réouvrir le canal afin d'y attirer des investisseurs, comme dans le cas du canal Lachine, au lieu d'attendre que des investisseurs se pointent pour réouvrir le canal, donc que de belles intentions. On va avancer de trois autres années; 24 septembre 2008. La députée de Soulanges, elle aussi sort dans les journaux. À cet effet, on procédera à la nomination d'un coordonnateur, qui est sous la responsabilité du ministère du Tourisme... sera mandaté à plein temps. Mme la députée de Soulanges, les premières études nous... excusez, nous... Le mot est mal écrit, de toute façon. Malgré ce réalignement, elle oblige à réviser le projet. Le gouvernement n'entend pas baisser les bras, malgré tous ces réalignements. Ça, c'est 2008. Suite à ça, décembre 2008, Mme la ministre, vous vous voyez octroyer le titre de ministre du Tourisme. Donc, avant ça, je ne peux pas vous blâmer. Je ne suis pas ici pour vous blâmer, mais là je sais que vous pouvez rentrer en poste à partir de décembre 2008.

Donc, je sais qu'il y a eu de la correspondance entre vous et le Développement économique Canada, donc M. Lebel. Lui, j'ai le droit de le nommer, là. Alors, suite à ces correspondances-là que vous avez entretenues avec le fédéral, j'aimerais avoir, en grandes lignes, l'essence de vos échanges depuis 2009 et 2008 pour nous mettre en contexte un peu, parce que, depuis 2009, on tente à dire que le projet est pratiquement mort. Mais j'aimerais avoir vos explications de votre expérience face à ce projet-là.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Oui. Merci, M. le Président. Alors, juste avant de débiter, je vous dirai, M. le député de Beauharnois, que le premier ministre Bernard Landry avait enterré le projet. Nous, nous l'avons réactivé.

Alors, vous avez donné des dates, et je vais partir de 2005, parce que ça part, l'ouverture du canal, en 1899... et, en 1959, la circulation fluviale. Alors, je vais passer en 2005. Alors, effectivement, il y avait un avant-projet, il y avait une étude d'avant-projet, qui était une aide financière de 2,4 millions du gouvernement pour réaliser l'étude d'un avant-projet définitif permettant d'évaluer les coûts de réouverture du canal de Soulanges. Le 23 septembre, vous l'avez mentionné, la députée de Soulanges et le ministre du Commerce international du Canada annoncent une participation de 1,5 million de dollars et un projet... qui était pour un projet d'investissement de 3 millions de dollars dans la

poursuite des efforts visant toujours la réouverture du canal Soulanges qui... finalement incluant l'engagement du coordonnateur. Au printemps 2009, l'Agence de développement économique Canada a confirmé que le gouvernement fédéral n'était plus disposé à investir dans ces efforts. Alors, vous comprendrez que, quand nous avons parlé de la réouverture du canal, ça a toujours été que c'était en partenaire, en partenariat avec le fédéral parce qu'on parle de montants quand même astronomiques. Alors, il a toujours été question que le gouvernement fédéral participait avec le gouvernement du Québec, et le fédéral s'est complètement retiré.

Alors, le fédéral se retirant, le Québec, on ne pouvait pas aller seuls avec un projet d'une telle envergure. Alors, c'est à ce moment-là que nous nous sommes retirés en disant que, quand le gouvernement du Canada sera prêt à revenir dans le projet, nous serons là.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci. M. le député.

**M. Leclair:** M. le Président, ma question était surtout... J'aurais aimé entendre la ministre sur les échanges qu'elle a eus directement, elle, en tant que ministre... ou avec Développement économique Canada...

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** M. le Président...

**M. Leclair:** ...depuis...

**Mme Ménard:** ...en fait, j'avais oublié ce petit bout de la question. Excusez-moi. En fait, la correspondance a toujours été entre sous-ministres et non pas de ministre à ministre. Alors, moi, je n'ai pas de correspondance écrite avec le ministre Lebel.

**M. Leclair:** ...je vous demanderais, si c'est possible, de pouvoir déposer dans un futur ces correspondances-là entre sous-ministres. Moi, j'ai un document, ici, qui manque... il manque plusieurs, plusieurs paragraphes, puis il pourrait être intéressant à lire au complet, mais je comprends que la ministre va sûrement nous faire parvenir ces correspondances-là.

M. le Président, j'aurais une autre question concernant toujours notre même projet. La ministre nous dit que le gouvernement fédéral s'est désisté dans le projet. Alors, dans la correspondance que, moi, j'ai réussi à avoir, que je pourrai déposer, ça me fera plaisir de vous la déposer, M. le Président... que, selon les médias locaux — puis ça, ça vient complètement de Développement Canada — cette position présentée comme un refus du gouvernement fédéral «a été transmise à la régie par Mme Ménard et aux médias locaux par Mme [...] Charlebois».

**Le Président (M. Ouimet):** Bon...

**M. Leclair:** Je le lis intégral. Excusez. Mme la ministre et Mme la députée de Soulanges...

**Le Président (M. Ouimet):** Voilà. Merci.

**M. Leclair:** ...députée de l'endroit. «Ceux-ci ont largement diffusé la nouvelle, rendant la décision du gouvernement fédéral responsable de l'arrêt du projet.»

*Le Soleil de Valleyfield*, qui est un quotidien, titre *Le fédéral tourne le dos au canal Soulanges*, dans son édition du 18 avril 2009. «Le bureau d'affaires n'a reçu aucune demande d'aide financière et eu aucune communication avec les promoteurs.» Donc, ce qu'on dit, à Développement Canada, Mme la ministre: «Notre compréhension du dossier était que le gouvernement du Québec ne souhaitait pas investir les sommes.»

Alors, ma question. On a toujours cru dans les journaux que c'était le fédéral qui se désistait, et le fédéral nous dit, dans ce cas-ci, après 10 millions de dépensés, qu'on n'a même planté un clou, on n'a pas mis un quai dans ce canal, le fameux canal, là... réouverture du canal. Je me demande si le gouvernement était vraiment sérieux au lieu de traiter l'ex-gouvernement péquiste... Puis M. le premier ministre, lui, dit que, «nous, on va aller de l'avant». Alors que le gouvernement du Québec... a-t-il retenu ce projet dans le volet de grands projets? Parce que, dans le projet... dans le volet de grands projets, c'est là que le gouvernement fédéral aurait pu nous aider. Ils n'ont jamais eu de demande, dans la correspondance que j'ai.

Alors, ça ne tient pas vraiment la route, ce que vous me contez, que le fédéral s'est désisté. J'ai une correspondance ici qui dit: On n'a jamais eu de demande.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Souhaitez-vous, M. le député, le déposer plus tard, maintenant?

**M. Leclair:** Je vais vous le déposer plus tard parce que...

**Le Président (M. Ouimet):** Plus tard? Il y a d'autres éléments qui vont...

**M. Leclair:** Exact.

**Le Président (M. Ouimet):** O.K. Alors, Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Alors, écoutez...

**M. Leclair:** Si vous en avez besoin, je peux le déposer tout de suite, mais...

**Mme Ménard:** Non, c'est correct. Écoutez, M. le Président...

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** ...là, je vais réitérer, là, sur ce que j'ai dit, le gouvernement du Québec a toujours... Il a toujours été entendu que nous y allions, dans ce projet, avec le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral s'est retiré. Alors, à ce moment-là, il n'était plus question qu'on poursuive avec le projet. Alors, c'est la réponse que je vais vous faire tout le long, là, M. le député de Beauharnois. C'est ça qui est arrivé.

**Le Président (M. Ouimet):** M. le député.

**M. Leclair:** M. le Président, il y a une chose que je trouve très inquiétante: après 10 millions d'argent des contribuables d'investi dans toutes sortes d'études, la ministre

n'a même pas osé prendre le téléphone et appeler directement le fédéral pour savoir.

Elle dit qu'elle, elle n'a pas eu de correspondance directe. J'imagine qu'après 10 millions d'investissement il aurait fallu se rassurer en tant que ministre, pour s'assurer... où est-ce qu'il va ce projet-là. Je crois que c'est un minimum. Alors, je me demande encore aujourd'hui comment qu'on peut mettre le dos sur le fédéral, alors que, nous, on n'a pas fait nos devoirs puis qu'on a même sorti, dans les quotidiens locaux, de dire que toute la faute est au fédéral, alors que la ministre, ce soir, nous dit qu'elle, elle n'a pas eu aucune correspondance. Alors, je n'ai aucune idée, M. le Président... si le sérieux du premier ministre de réouvrir ce canal-là, il n'a jamais été déposé dans les Grands projets, et la ministre n'a même pas eu de contact avec le fédéral directement. Alors, je crois que l'hypothèse de dire que c'est le fédéral qui a lâché le projet... je crois que c'est le provincial qui n'a pas tenu... qui n'a pas tenu compte dans tout ce dossier-là...

Alors, j'aimerais entendre la ministre pour savoir ce qu'elle entend faire par la suite avec ce projet-là, 10 millions, puis il n'y a rien qui tient ce soir.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

● (20 h 20) ●

**Mme Ménard:** Alors, M. le Président, en fait, quand ce projet-là a été... En fait, on parle de 9,5 millions, qui a été mis, là, alors c'est près de 10 millions, comme vous l'avez mentionné, c'était très sérieux. Il y a eu... C'est allé au Trésor. C'est allé, à un moment donné, au Comité des priorités. Ça a été très discuté, ce projet-là. Et l'intention était d'y aller.

Le gouvernement fédéral a décidé d'investir dans autre chose. Il s'est retiré du canal de Soulanges. Nous ne pouvions plus, le Québec, aller seuls dans ce grand projet-là. Et les discussions que nous parlons se sont faites. Et, quand il dit que ce n'est pas assez sérieux, bien je pense que, quand un sous-ministre avec le sous-ministre de DEC, de Développement Canada, se parlent, bien c'est sérieux. On ne s'amuse pas.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, Mme la ministre. M. le député.

**M. Leclair:** Bien, M. le Président, pour avoir eu la chance de travailler quelques projets avec la ministre, je suis très surpris dans ce dossier-là que la ministre a... excusez la parole, les mots, mais qu'elle n'ait pas fait l'ouvrage nécessaire, soit de rentrer en contact elle-même, parce que tous les projets que j'ai eu la chance de travailler avec, ils se sont rendus à terme, puis je le sais, qu'elle a travaillé fort dans ces projets-là. Alors, avec une ampleur de 10 millions, je ne comprends vraiment pas pourquoi que la ministre aurait resté ça sur la table comme ça, sans rien faire. J'ai beaucoup de misère à croire tout ça. Il y a sûrement anguille sous roche là-dedans. J'aurais peut-être une autre question: Est-ce que la ministre, au lieu qu'on dise que c'est le fédéral... Est-ce qu'on a apporté ce projet-là sous le volet des grands projets d'infrastructure, justement le présenter à DEC, au Développement économique Canada? Si on l'aurait présenté sous cette forme-là, eux auraient au moins donné une réponse écrite, de dire: On accepte ou non. Mais, pour aller dans les grands volets, il faut tout d'abord que le gouvernement s'assure que ça soit une de ses priorités.

Donc, ma question: Est-ce que c'est toujours une priorité, de la part du premier ministre, la réouverture de ce canal, tel qu'il l'a dit en 2005?

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** M. le Président, en fait, c'est parce qu'on me passe... on m'a passé des chiffres ici, je voulais juste mentionner que 7 millions de dollars... a été mis avant 2003. Le gouvernement présent a mis 2,5 millions de dollars. Alors, comme je l'ai mentionné tantôt, quand le gouvernement fédéral a décidé de se retirer, eh bien, nous avons aussi décidé de se retirer en mentionnant que nous étions prêts à retourner quand il serait prêt à embarquer avec nous. Voilà, c'est ça. Merci, M. le Président.

**M. Leclair:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** M. le député.

**M. Leclair:** Combien qu'il reste de temps, M. le Président?

**Le Président (M. Ouimet):** Il vous reste environ six minutes.

**M. Leclair:** Donc, je peux comprendre, M. le Président, que, si l'intention y est toujours... que le gouvernement est prêt à y aller. J'ose espérer que la ministre va présenter à DEC, sur le thème des Grands projets d'infrastructure, le projet du canal Soulanges dans l'année qui vient et j'ose espérer qu'il y aura des sommes prévues aux crédits 2010-2011 pour relancer ce projet-là, parce qu'en ce moment, ce que j'entends, je ne crois pas qu'on fait le nécessaire pour s'assurer que les clients en aient pour leur argent. Alors, je vous remercie, M. le Président. Merci, Mme la ministre.

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Est-ce que je pourrais ajouter un petit quelque chose?

**Le Président (M. Ouimet):** Oui, bien sûr.

**Mme Ménard:** Alors, j'invite le député de Beauharnois à pousser le fédéral à embarquer dans le projet.

**M. Leclair:** ...Mme la ministre.

**Une voix:** ...

**M. Leclair:** Bien, c'est à côté, mais ça serait bénéfique pour tout le monde. C'est dans le comté de vos collègues, Mme la ministre. Je travaille pour eux ce soir.

**Mme Ménard:** C'est pour ça que je vous dis: Poussez le dossier.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien.

**Mme Ménard:** ...vous aider à avancer avec le projet. Et vous savez comment je travaille. Vous en avez eu la preuve depuis que je suis ministre.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Il en a même témoigné ce soir, madame. Le ministre, il vous a louangé.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Très bien. M. le député de Berthier, oui.

### **Mise en oeuvre de la démarche Qualité Tourisme**

**M. Villeneuve:** Merci, M. le Président. Que de beaux échanges! Alors, je pense qu'il y a un rancard qui est placé, là.

Avant de débiter ma question, juste peut-être... Tantôt, Mme la ministre disait que le tourisme contribue à 2,7 % du PIB, c'est exact, en tout cas ça correspond aux chiffres que j'ai, mais il faut aussi rajouter, quand on dit ça, que, dans les pays les plus performants au monde, le tourisme contribue à 10 % du PIB. Donc, je pense que, quand on se compare, on se console. Alors, quand on se compare, ça nous permet de mettre des objectifs peut-être un peu plus élevés, un peu plus hauts.

J'aimerais revenir, M. le Président, sur la démarche qualité tourisme dont nous avons déjà discuté l'an passé, Mme la ministre doit s'en rappeler, hein, la démarche qualité tourisme. Si vous vous souvenez, j'avais alors souligné que, dans le document portant sur l'avancement de la politique touristique, daté de mars 2008, l'implantation de la démarche qualité tourisme est considérée comme réalisée et non pas comme en cours de réalisation. Alors, à l'époque, je me suis étonné du fait que seulement 11 entreprises sur les 30 000... on pense qu'il y a environ 30 000 entreprises en tourisme au Québec ou connexes... donc avaient obtenu leurs certifications. 11 sur 30 000. En 2008, le ministère avait dépensé... on parlait d'une somme d'environ 271 000 \$ à ce chapitre. La ministre avait alors parlé de plusieurs actions destinées à remédier à la situation.

Je suis donc allé mesurer les progrès, Mme la ministre, dans ce domaine. Résultat: nous avons l'an passé 11 entreprises ayant reçu une certification qualité tourisme. Un an plus tard, nous en avons neuf, soit: transport par autobus, deux; attractions, événements, cinq; hôtellerie, un; tourisme de nature et d'aventure, un; camping, centres de vacances, croisières, écotourisme, pourvoires, zéro. Pourtant, les dépenses relatives aux programmes sont passées de 271 000 \$ en 2008 à 449 978 \$ en 2009.

Comment on explique cette contre-performance? D'une certaine façon, c'est un petit peu aberrant. On a pratiquement doublé les montants alloués à ce programme. Et non seulement on n'a pas une hausse, mais on a une baisse par rapport aux entreprises. Ma question est ouverte, Mme la ministre.

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Oui. Alors, M. le Président, oui, je me rappelle très bien de la question du député de Berthier. Et c'est pour cette raison que cette année nous nous sommes penchés sur le dossier mais grandement, parce que définitivement il y a une lourdeur. Quand vient le temps à une entreprise de vouloir se faire qualifier, là la lourdeur du formulaire et de la demande était vraiment très grande.

Alors, on a confié au Bureau de normalisation du Québec le mandat de procéder à une mise à jour de la certification en tourisme, tout ça, dans le but de simplifier son application dans les entreprises alors, et tout ça, bien sûr afin d'intéresser un plus grand nombre d'entreprises et

d'organisations à cette démarche, à la démarche de qualité tourisme. Alors, on a travaillé une... on travaille une charte qualité tourisme. Alors, ça serait un nouveau volet de la démarche qualité tourisme qui devrait être mis à la disposition des régions en collaboration avec les associations touristiques régionales. Alors, il est axé sur le service direct à la clientèle. Elle permettra aussi aux entreprises de développer de bonnes pratiques d'affaires et de faciliter l'adhésion au programme de certification en tourisme pour celles qui souhaitent poursuivre un peu plus leurs démarches d'amélioration de qualité.

Alors, voilà ce que nous avons fait cette année, M. le député. Et je suis convaincue que nous devrions, avec cette nouvelle démarche là, être en mesure d'aller chercher un plus grand nombre d'entreprises parce qu'effectivement nous devons travailler la qualité de notre hébergement en particulier si nous voulons continuer d'être concurrentiels. Le touriste qui arrive au Québec et qui notre hébergement n'est pas de qualité, bien il est sûr que, d'abord, un, il ne revient pas et, deux, il n'en fera pas la promotion non plus.

Alors, nous travaillons sérieusement à ce que cette démarche fonctionne, finalement.

● (20 h 30) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Merci, Mme la ministre. Je vais aller du côté des ministériels.

### **Document déposé**

Et je vais accepter le dépôt du document auquel faisait référence M. le député de Beauharnois. Alors, M. le député de Jean-Lesage.

### **Mesures visant à stimuler la croissance du tourisme d'affaires**

**M. Drolet:** Merci, M. le Président. Salutations aux collègues ministériels, et l'opposition officielle, salutations à toute l'équipe de la ministre, parce qu'on sait très bien l'importance qu'ils ont à jouer pour notre industrie touristique.

J'aimerais, Mme la ministre, vous entretenir sur l'apport du tourisme d'affaires, l'importance qu'il apporte à l'industrie touristique.

Venant du milieu de la restauration et de l'hôtellerie, et même président d'une association de commerçants très importante ici, à Québec, j'aimerais avant tout... pour mon collègue de Berthier, avant de parler de choses à ma ministre, de parler de vision à long terme, de gouvernance, de leadership et même de manquer le bateau, je m'excuse, mais, des fois... peut-être un petit peu d'exagération. La vraie vie, c'est un peu différent dans l'industrie. D'ailleurs, la ministre l'a dit tout à l'heure dans son entrée de jeu, dans son préambule qu'elle faisait à l'époque, tout à l'heure, par rapport à la crise économique que l'on vient de vivre, je pense qu'il ne faut quand même pas se... Et aussi le dollar à parité, mais aussi, depuis plusieurs années, des décisions d'affaires de plein de touristes, en considérant que l'industrie peut être affectée par la température... peut même jouer un très grand rôle, souvent même pour une vision à court terme de décision d'affaires. Ça fait qu'avant de dire que... des fois que ce n'est pas bien fait, il faut quand même regarder. Par contre, il y a beaucoup de choses qui se fait bien puis il y a des choses qui sont à améliorer, je peux être d'accord avec lui.

Quand on parle de tourisme, on pense d'abord vacances, mais on oublie l'industrie du tourisme d'affaires, qui est très importante. Pour les hôteliers et les restaurateurs, l'industrie du tourisme d'affaires est très importante parce

qu'il meuble une période de la semaine et même du mois, très souvent dans la semaine... auxquels les restaurants et même les hôtels auraient un taux d'occupation moins élevé. Le tourisme d'affaires est très important à ce moment-là parce que cette période-là de l'année est très importante... et de naturellement la semaine, et ce qui fait le bonheur de l'industrie. En 2008, les dépenses liées au tourisme d'affaires sont de 14,9 % dans l'ensemble des dépenses touristiques du Québec et de 6,8 % du nombre du tourisme total en tant qu'individus. Quand on prend ces chiffres sur l'ensemble de l'activité touristique du Québec, ça peut paraître peu, mais combien important pour les retombées pour l'ensemble du marché, qui n'y seraient pas sans ça.

Si l'importance d'entretenir ce secteur d'activité particulier et de développer davantage est primordiale pour certaines régions du Québec... il l'est encore plus pour les deux grands centres que sont Québec et Montréal, qui jouissent de la présence de deux sociétés d'État qui sont sur votre gouvernance. Mme la ministre, j'aimerais savoir quelles sont les actions entreprises par le Centre des congrès de Québec et le Palais des congrès de Montréal pour stimuler la venue du tourisme d'affaires, quels sont les liens entre les deux sociétés et qu'elles entretiennent... leurs milieux respectifs.

**Mme Ménard:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** M. le député, je m'attendais à ce que vous fassiez une invitation au député de Berthier pour venir visiter votre belle région de Québec, mais peut-être dans la deuxième question...

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Très bien, très bien. Mme la ministre.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci, M. le Président. Alors, vous voyez, M. le député de Berthier, on vous aime beaucoup, hein, on vous invite partout, hein?

Alors, le tourisme d'affaires. Je remercie le député de Jean-Lesage, là, pour sa question. Le député... Le député; le tourisme d'affaires et de congrès représente définitivement une partie importante des intrants parce que la dépense moyenne, par séjour, d'un touriste d'affaires est plus élevée que celle d'un touriste d'agrément. Un touriste d'affaires génère 575 \$ par séjour, tandis que le touriste d'agrément génère 340 \$ par séjour. Alors, c'est définitivement payant pour le Québec, le tourisme d'affaires. Alors, les deux sociétés d'État ont pour mandat de solliciter la venue des congrès, des réunions et d'expositions d'envergure et d'offrir des installations de calibre international avec un... naturellement toujours s'assurant d'un service de qualité supérieure tout en contribuant au rayonnement international.

M. le Président, si vous me permettez, je pourrais... je demanderais au P.D.G., au président-directeur général, du Centre des congrès de Québec, M. Bouchard, que je... Et d'ailleurs, permettez-moi juste avant, si vous acceptez de lui donner la parole, de saluer aussi le travail du président du Centre des congrès, qui est M. Alain April. Alors, si M. Bouchard pourrait nous donner un coup d'oeil, là, sur la performance générale, finalement...

**Le Président (M. Ouimet):** Je vais demander le consentement du député de Berthier. Y a-t-il consentement pour permettre à M. Bouchard, qui est P.D.G. du Centre des congrès... Oui, consentement. Alors, pourriez-vous vous identifier et nous donner votre titre exact?

**M. Bouchard (Pierre-Michel):** Bonjour, M. le Président. Pierre-Michel Bouchard, P.D.G. du Centre des congrès de Québec depuis 2007. MM. les députés, Mme la ministre, bonjour. Je suis content d'avoir l'occasion de parler du tourisme d'affaires, puisque le tourisme d'affaires, jusqu'à présent c'était une notion qu'on connaissait peu, qui semblait un peu évanescence et qu'on employait à toutes les sauces.

Je vous donnerai quelques chiffres. Un congrès international, à Québec ou Montréal, de 1 000 personnes et plus, c'est 1 million de dollars, par jour, dans l'économie, d'argent neuf. Donc, on est... Et tant le palais que la Société du Centre des congrès, notre mandat, c'est d'aller en dehors du Québec chercher des événements aux États-Unis, partout au Canada pour les amener au Québec et faire... démontrer nos produits du terroir, démontrer notre savoir-faire. Et nous sommes des modèles de sous-traitance, c'est-à-dire que, chaque fois que nous... au Centre des congrès de Québec, chaque fois que nous... qu'un congrès laisse 10 \$, il y en a immédiatement 9 \$ qui retournent dans l'économie québécoise, parce que nous sommes des modèles de sous-traitance totale, le faire-faire total.

Quelques chiffres qui pourraient vous éclairer. Par exemple, à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec, les retombées économiques ont été établies à environ 430 millions de dollars. Là-dessus, les événements d'affaires qui ont eu lieu au Centre des congrès de Québec et dans les hôtels de Québec ont généré plus que 50 % des retombées économiques de ça. Ça a été, l'année dernière, 23 congrès internationaux. Une bonne année, c'est sept, huit ou 10, dans plusieurs villes. Québec s'est classée 43<sup>e</sup> par l'ICCA sur... au monde sur les congrès internationaux. Ce n'est pas rien. Des dépenses totales de 131 millions, soit près du quart des dépenses générées par les fêtes; de l'argent neuf, 78 millions de dollars qui ont permis de créer et de maintenir 1 895 emplois dans la région. Nous avons généré 243 000 nuitées, soit plus de 46 % des nuitées générées par l'ensemble des congrès à Québec en 2008. Les événements accueillis par le centre ont permis de retourner au gouvernement du Québec plus de 19 millions en revenus fiscaux et parafiscaux, soit l'équivalent de 1,87 \$ pour chaque dollar investi par le gouvernement du Québec en subventions de fonctionnement.

Si 2008 a été extraordinaire, l'année qui se termine a été, pour sa part, au-delà de nos espérances, et je m'explique. Bien que tout le monde s'attendait à une baisse, il semble que les événements associatifs se soient maintenus, puisque les associations, même en période de difficultés économiques, ont des obligations de se rencontrer et qu'elles ont choisi de le faire, ne serait-ce que pour discuter de leurs problèmes. Donc, nous avons eu une excellente année. Nous sommes parmi les seules sociétés des centres de congrès au Canada, avec mes collègues de Montréal, je pense, à avoir dépassé nos budgets et nous entrevoyons l'avenir avec espoir. Vous savez, les résultats estimés à ce jour, de cette année, sont de 82 millions de dollars, et 133 000 nuitées, et presque 1 100 emplois de maintenus. C'est une donnée importante et peu connue. Je dis toujours que le Centre des congrès de Québec est peu connu peut-être parce qu'il se situe dans la

terre ou dans la... On n'est pas tellement visibles, mais nos délégués sont à l'extérieur, nos gens travaillent partout. Nous avons des gens qui travaillent à l'accueil des congressistes et nous faisons vivre des personnes pour l'entretien mécanique, pour la sécurité, pour la bouffe. On peut servir 6 000 repas par jour au Centre des congrès de Québec. Peu de gens savent cette statistique, M. le Président.

Alors, les partenariats, maintenant. Le Centre des congrès de Québec est partenaire de toutes les instances économiques de la ville de Québec, que ce soient la Chambre de commerce, Pôle Québec Chaudière-Appalaches et l'Université Laval, l'Office du tourisme de Québec. Nous partageons des buts communs, des stratégies communes d'intervention au niveau international. Nous sommes à créer des événements internationaux dont un des points de rotation fixes... seront à Québec. Nous avons des... Nous en sommes à établir... Il y a trois ans, nous avons tourné notre marketing sur l'Europe, puisque le continent nous paraissait plus prometteur étant donné la force de l'euro et l'obligation, lorsqu'on vient en Amérique du Nord, de rester plus qu'une semaine ou au moins une semaine, ce qui permet de maximiser l'impact du dollar touristique, quand on sait en plus que le congressiste revient souvent en touriste d'agrément. Et d'ailleurs nous sommes à tenter d'établir, de mettre des mécanismes pour le mesurer.

Donc, c'est important, au-delà des subventions de fonctionnement du Centre des congrès de Québec, qui vont apparaître, vous le verrez, minimes eu égard à l'argent généré, mais, même plus que ça, nous sommes une vitrine de Québec.

Nous faisons la publicité de la destination, jamais de nos installations. Donc, nous faisons la publicité de l'accueil des Québécois et de la beauté de la destination. Et à ce titre nous sommes à peu près les... ceux qui ont le plus d'impact à l'étranger. Je dis souvent aux gens que notre publicité ne se fait pas dans les journaux de Québec mais se fait un peu partout à l'étranger, de sorte que...

Je pense que je veux m'arrêter ici, M. le Président, parce que j'ai trop de belles choses à dire, puis, quand je m'emporte... je pourrais devenir pas intéressant, au bout de la ligne.

● (20 h 40) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. Bouchard. M. le député de Jean-Lesage, est-ce que ça répondait en partie à votre question?

### Préparation des célébrations du 375e anniversaire de Montréal

**M. Drolet:** Oui, mais on peut y revenir un petit peu aussi, on pourra peut-être permettre de continuer sur cette veine-là.

Mme la ministre, en 2008, justement M. Bouchard vient d'en parler... marquait le 400e anniversaire de la ville de Québec. Quel succès pour les retombées économiques et les retombées touristiques de la ville! Mais le 400e a donné aussi un leadership parce que l'événement en soi a donné un leadership à la ville de Québec... important pour plein d'autres choses que l'on peut discuter, parce que, vous savez, vous avez entendu parler beaucoup de plans pour la ville de Québec et peut-être même une équipe de hockey, on ne sait jamais, parce que vous savez qu'il y a eu le championnat de hockey qui a suscité beaucoup, beaucoup, beaucoup... et peut-être Québec un jour revivra cette belle appartenance

de hockey entre la rivalité Québec-Montréal. Et aussi l'appartenance des Québécois aussi à leur ville, c'est important et c'est pour ça qu'un événement, c'est quand même ça aussi que ça a comme importance, de donner de l'appartenance. On a tous participé à l'un ou l'autre des centaines d'événements liés aux célébrations qui, on le sait, on fait couler beaucoup d'encre.

En 2017, Montréal célébrera son 375e anniversaire, qui coïncidera avec le 50e anniversaire de l'Expo et le 150e anniversaire de la Confédération.

2017 sera donc une année où Montréal conviera le Québec tout entier à vivre au rythme des multiples événements. Dans le cadre de, Mme la ministre, de ces festivités, y aura-t-il une place pour les activités congrès ou au contraire ces célébrations manquent-elles une période plus creuse pour le tourisme d'affaires?

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. En passant, c'est toujours de la musique à mes oreilles d'entendre un député de la région de Québec vanter les mérites de Montréal et souligner les anniversaires de Montréal. Je vous en remercie, M. le député. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci, M. le Président. Et vous avez raison. Alors, écoutez, avant... je vais vous demander de laisser la parole à M. Tremblay, du Palais des congrès. Mais juste avant j'aimerais quelques mots sur le Palais des congrès, parce que le Palais des congrès, en 2009, a célébré son 25e anniversaire d'existence.

Alors, j'ai quelques données ici en fait qui démontrent à quel point le Palais des congrès a été efficace pendant toutes ces années. Alors, on parle de 4 339 événements... qui a eu lieu, depuis l'ouverture du Palais des congrès. On parle de 12,6 millions participants... qui a généré 3,7 millions de nuitées, avec des retombées économiques de 4,1 milliards de dollars. Alors, vous voyez toute l'importance, là, du Palais des congrès à Montréal. Et naturellement on parle de tourisme d'affaires. Alors, c'est crucial à Montréal d'avoir un palais des congrès qui fonctionne. Alors, en passant, on a eu M. Paul Saint-Jacques, qui a cumulé les fonctions de P.D.G et de président du conseil d'administration de 2000 à 2009, et l'actuel président du C.A. est M. Claude Liboiron, qui fait un excellent travail, en passant.

Alors, si vous le permettez, M. le Président et M. le député, j'aimerais peut-être que M. Marc Tremblay, qui occupe ses fonctions depuis septembre 2009... de nous parler, là, de ce qu'il va faire pour le 375e... et, en général, du palais.

**Le Président (M. Ouimet):** Ai-je le consentement, M. le député de Berthier?

**M. Villeneuve:** ...je suis plutôt néophyte en la matière de la procédure... au niveau de la procédure, plutôt, néophyte et je me pose la question... Je suis tout à fait d'accord d'entendre les gens qui sont ici. C'est des spécialistes dans leurs domaines, et monsieur est très éloquent, en passant. Mais je me pose la question: Est-ce que... parce qu'on vient ici pour entendre évidemment les parlementaires, et c'est eux qui ont des comptes à rendre à l'Assemblée nationale et aux citoyens et citoyennes du Québec. Dans la mesure où les informations sont d'ordre technique et... mais parce que, pour le discours, écoutez, c'est tout à fait... je suis tout à fait... très éloquent... Moi, je suis prêt à l'entendre.

Mais est-ce qu'on peut, à tout le moins, s'entendre sur des détails techniques, parce que l'intervention tantôt a duré quand même un certain temps. Et, moi, comme je vous dis, et vous me direz si je me trompe, mais je suis ici pour entendre les parlementaires surtout, mais évidemment, lorsqu'il y a une question pointue, qu'on fasse appel à ces gens-là... extraordinaire. Voilà, c'est tout, c'est un commentaire.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, là-dessus le règlement prévoit que j'ai besoin du consentement des députés. Si le consentement est donné, ça va. On est sur le temps des ministériels, votre enveloppe de temps est protégée, mais, écoutez, peut-être le député souhaite-t-il...

**Mme Ménard:** En fait, M. le Président, il y a eu une question du député: Qu'est-ce qu'on va faire? Qu'est-ce que...

**Le Président (M. Ouimet):** ...Jean-Lesage souhaitait des données un peu plus factuelles.

**Mme Ménard:** Oui, pour le 375e, là, je pense que c'est important. C'est du tourisme.

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** C'est du tourisme, oui.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, j'ai un consentement? Ça va?

**Mme Ménard:** Merci.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Très bien.

**M. Villeneuve:** ...je vous dis. On peut très bien suspendre et négocier, si vous voulez, mais, comme je vous dis, je ne suis pas un expert en la matière, mais il y a une chose que j'ai comprise, c'est que nous sommes ici pour entendre, d'abord et avant tout, les parlementaires venir rendre des comptes, notamment le gouvernement, sur les crédits, sur l'état des dossiers, alors, mais... Et je vous fais la remarque, mais je n'ai pas d'objection, M. le Président. Je voulais tout de même exprimer mon certain malaise à ce niveau-là, mais allez-y.

**Le Président (M. Ouimet):** Très bien. Alors, je pense, le point est fait, c'est un consentement qui est conditionnel. Et, très bien, on va essayer de respecter les vœux du député. Alors, pourriez-vous vous identifier, M. Tremblay, et nous donner votre titre?

**M. Tremblay (Marc):** Marc Tremblay, président-directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal.

Donc, merci, M. le Président. Mme la ministre, bonsoir. Permettez-moi d'être bref, et de vous présenter un bilan ainsi que notre approche en développement des affaires, et de vous parler brièvement du 375e.

D'un point de vue bilan Palais des congrès de Montréal, je suis fier de vous présenter de très bons résultats d'une équipe et d'un partenariat exceptionnels. Fruit de nos efforts, le Palais des congrès de Montréal fut reconnu très

récemment par une des premières organisations mondiales, ICCA, comme la première destination de réunions d'affaires internationales au niveau du monde. Ceci dit, nous avons donc devancé Toronto, New York et Washington à l'international pour la quantité d'événements, de réunions d'affaires et de congrès à l'international. Question performance du palais, en 2009, nous avons connu un record d'événements au palais dans un climat économique que vous connaissez et que l'on qualifie tous de difficile. Donc, ce nouveau record est de 267 événements. Et cette contribution a donné 130 000 nuitées, en 2009, à l'industrie hôtelière et a contribué à notre économie québécoise plus de 166 millions de dollars. Nos revenus autonomes ont augmenté de 12 millions en 2003 à 17 millions en 2009. Conséquemment, notre... ce qui a contribué à la réduction des subventions de fonctionnement de 8 millions à 3,8 millions en 2009.

Nos efforts d'optimisation sont en continu et ont aussi contribué à réduire les factures d'énergie de 35 % depuis notre agrandissement, et on a aussi travaillé sur l'efficacité pour avoir des coûts d'opération en dessous des normes canadiennes, donc plus économiques que l'ensemble des centres de congrès au Canada, ce qui est une excellente nouvelle, parce que nous avons aussi travaillé très fort sur le service à la clientèle, ayant ainsi monté notre indice de satisfaction de 85 % à 87 % lors de la dernière année. Avec notre nouvelle approche commerciale, le développement des affaires au palais... et concrètement, en 2009, elle a donné 40 nouveaux contrats pour des futurs congrès à Montréal, donc 164 millions de plus en retombées économiques, et ce qui est aussi un exploit en temps économiques difficiles. Donc, je félicite notre équipe, notre équipe de Montréal ainsi que nos partenaires, nos partenaires étant Tourisme Montréal, l'Association des hôtels du Grand Montréal, l'ensemble des autres partenaires qui travaillent à l'international.

Et, méthode spéciale pour le Palais des congrès de Montréal, compte tenu que 45 % de nos congrès proviennent des sciences de la vie et 65 % proviennent des milieux universitaires, nous avons établi d'importantes relations avec l'ensemble des universités du Québec et des instituts du haut savoir du Québec et nous avons regroupé cette stratégie dans un club des ambassadeurs avec maintenant 250 ambassadeurs, qui sont tous de grandes sommités mondiales, qui parcourent la planète pour nous aider à sécuriser des congrès constamment.

● (20 h 50) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, en conclusion ou ça... vous avez presque terminé?

**M. Tremblay (Marc):** Oui.

**Le Président (M. Ouimet):** C'est terminé? Presque?

**M. Tremblay (Marc):** Oui.

**Le Président (M. Ouimet):** Parce que je veux respecter la condition du député, là. Sinon, on n'aura pas de consentement la prochaine fois. Il faut comprendre ça.

**M. Tremblay (Marc):** ...au niveau de peut-être 2017, vous parliez de 2017, ça serait certainement le, oui, le 375e de Montréal, 50e de l'Expo, 150e de la Confédération. Oui, ça va être un rendez-vous estival pour le tourisme de loisir, mais surtout une très grande raison pour des congrès et des conventions dans les deux saisons propices au tourisme d'affaires, c'est-à-dire l'automne et le printemps. D'ailleurs,

Montréal travaille avec Tourisme Montréal et la ville de Montréal sur le rendez-vous mondial du design. Et nous avons un nombre record, dès maintenant, de congrès pour l'année 2017.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, merci, M. Tremblay. Je retourne maintenant du côté de l'opposition officielle. M. le député de Berthier, il vous reste une dernière enveloppe de 18 minutes.

**M. Villeneuve:** Alors, il s'est perdu 2 minutes quelque part. C'est correct, ce n'est pas grave.

**Une voix:** C'est de ma faute.

**Le Président (M. Ouimet):** Il ne s'est perdu aucune minute, au contraire...

**M. Villeneuve:** Ah, le temps ne se perd pas.

**Le Président (M. Ouimet):** ...j'ai préservé votre enveloppe de temps dans son entièreté.

#### Fonds de partenariat touristique

**M. Villeneuve:** Inexorablement, le temps s'écoule, M. le Président, alors j'y vais immédiatement.

Dans le rapport annuel de gestion 2008-2009, on peut constater que le solde à la fin, au niveau du Fonds de partenariat touristique, est de 9 824 876 \$ en 2009, alors qu'il était de 8 608 397 \$ l'année précédente. Alors, c'est certain que c'est prudent de conserver certains montants dans ce fonds pour pouvoir mieux affronter les périodes difficiles, une récession par exemple. Ce que je constate, c'est que justement, pendant la période de récession, hein, pendant laquelle l'industrie touristique a connu de graves difficultés, on ne se cachera pas, là, que ça a frappé l'industrie, là, quand même, la récession, alors cet excédent n'a pas été utilisé. Il a quand même augmenté de 1 million 200 quelques mille, là, c'est quand même aussi, passablement, d'argent.

Alors, est-ce que Mme la ministre peut nous expliquer pourquoi cette réserve n'a pas été utilisée, malgré les multiples demandes de l'aide de l'industrie? On se rappellera d'ailleurs, à ce titre, que l'industrie avait demandé des aides particulières l'an passé et que ça n'avait pas été accordé pleinement et entièrement par la ministre et par le ministère du Tourisme. Donc, je comprends que, tel un écureuil, c'est toujours bien d'engranger, mais souvent, quand on le fait, c'est pour les années de vaches maigres. Nous en avons connu, et l'industrie présentement, là, je pense, aurait besoin d'une bouffée d'oxygène. Je ne pense pas être le seul à le dire.

Alors, pourquoi on n'a pas utilisé cette réserve-là? Est-ce qu'elle est dédiée à autre chose? Est-ce qu'elle est prévue pour un autre projet? En tout cas, je veux entendre la ministre, M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci. Alors, Mme la ministre.

**Mme Ménard:** M. le Président, les argents que vous parlez, M. le député de Berthier, sont des engagements que nous avons pris et qui n'ont pas été déboursés, dépensés encore. Ça concerne les administrations, programmes et aussi des ententes triennales que nous avons avec différents soit festivals, événements. Alors, on ne peut pas dépenser

ces argents-là, ils sont déjà engagés. Alors, c'est pour ça que vous avez vu, là, peut-être une augmentation, là, un engagement qu'on n'a pas encore déboursé, finalement. On travaille toujours sur du long terme, bien sûr. Quand on parle... par exemple, la stratégie des croisières internationales sur le Saint-Laurent, c'est un exemple. Alors, on s'engage, mais tant que le... on s'engage avec une escale, et ils vont faire les travaux, on va déboursier. Alors, tant qu'ils n'ont pas fait les travaux, là, alors c'est ça. Ce n'est pas de l'argent, là. On ne fait pas l'écureuil, autrement dit.

**Le Président (M. Ouimet):** M. le député.

**M. Villeneuve:** Ce n'est pas un défaut que de le faire, remarquez bien. Est-ce que c'est possible d'avoir... parce que, voyez-vous, là, vous me donnez l'explication, mais, moi, j'ai beau chercher, je ne voyais pas à quoi ça pouvait servir. Alors, est-ce que c'est possible d'avoir le détail finalement des différents, là... des différents ententes qui sont prises et les montants reliés à chacune des ententes, qui devraient en principe correspondre, là, au montant qui est devant nous, là? C'est possible d'avoir ça?

**Mme Ménard:** ...on déposera ça, là, il n'y a aucun problème, M. le député.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, la présidence prend note de l'engagement. M. le député.

#### Contrat de services professionnels attribué au Groupe-conseil KPMG

**M. Villeneuve:** Merci, M. le Président. M. le Président, en février 2009, donc il y a plus d'un an, un mandat a été confié à la firme KPMG, on avait aussi discuté de cela l'an passé, donc afin d'élaborer un diagnostic sur cinq produits.

Or, dans le budget des dépenses 2010-2011, volume III, page 208, pour ceux qui ont le volume, donc on trouve l'action envisagée suivante: «Poursuivre l'élaboration des diagnostics sur cinq produits touristiques — tourisme nature, tourisme autochtone, agrotourisme, tourisme culturel [et] pourvoies chasse et pêche — [donc et] permettant de les positionner par rapport aux meilleures destinations concurrentes.» Autrement dit, KPMG, ce que je comprends, là, n'a pas livré la marchandise après plus d'un an. Et j'aimerais savoir comment il se fait que ce dossier prend autant de temps. Et y a-t-il eu un rapport d'étape? Est-ce qu'il y a un suivi? J'imagine que oui. Si oui, est-ce qu'on peut avoir du détail, évidemment, là, un dépôt, là, de ce suivi-là?

Bref, on voudrait savoir ce qui se passe avec le contrat.

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** M. le Président, alors les cinq diagnostics en question sont terminés, et on va les produire, là, les publier au fur et à mesure. J'ai dans les mains celui de la culture, et l'agrotourisme aussi est fini, alors... et, si j'ai bonne mémoire... Et laissez-moi vérifier.

(Consultation)

**Mme Ménard:** Alors, voilà, ils vont être déposés. C'est terminé.



**Le Président (M. Ouimet):** M. le député.

**M. Villeneuve:** J'entends la réponse. Quand vous dites: Ils vont être déposés, ils vont être déposés à la commission pour qu'on puisse en prendre connaissance ou ils vont être déposés dans un cadre plus officiel?

**Mme Ménard:** ...j'ai celui de la nature, O.K., que j'ai déjà, et on va, au fur et à mesure qu'on va nous donner le rapport, on va les déposer auprès de l'industrie touristique, bien sûr.

**M. Villeneuve:** Voilà. C'était le sens de ma question. Merci.

**Mme Ménard:** Voilà.

**M. Villeneuve:** Donc, il y a, vous dites... Vous avez parlé de culture, et agrotourisme, et nature. C'est ça que j'ai compris?

**Une voix:** ...

**M. Villeneuve:** O.K. D'accord.

**Le Président (M. Ouimet):** D'autres questions, M. le député? Oui.

#### **Conditions d'admissibilité aux programmes d'aide financière du ministère**

**M. Villeneuve:** Bien sûr, M. le Président. On va parler tourisme durable.

En mars dernier, donc, encore une fois, ça fait plus de un an, le ministère a publié un plan d'action de développement durable. L'action... plutôt, l'orientation 4 se lit comme suit: «Rendre conditionnel le financement des projets relatifs au tourisme à la prise en compte des principes de développement durable.»

On va noter au passage que cette orientation n'est pas nouvelle, puisque la politique touristique du Québec datant de 2005 s'intitulait Vers un tourisme durable. Parmi les critères d'évaluation des demandes de subvention de deux des programmes du ministère, on trouve maintenant une nouveauté, soit des fiches d'aide. Remarquez bien que c'est nouveau, et je ne peux que saluer, là, l'action du ministère à cet égard. Dans le cadre du Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques, il s'agit en fait d'une description des 16 principes du développement durable avec des explications et des exemples. En introduction, on peut lire ceci: «Afin de soutenir les festivals et les événements dans l'identification des actions en lien avec les principes, vous trouverez, dans ce document, une fiche explicative pour chacun des 16 principes. Nous vous recommandons de lire ces 16 fiches. Leur utilisation vous permettra d'appivoiser la démarche de prise en compte des principes de développement durable et d'en tirer une réflexion plus globale.»

Donc, le développement durable fait de plus en plus partie du langage et des priorités du ministère, mais, dans le concret, on peut se questionner sur l'efficacité de ces actions en ce sens. En effet, aucun critère quantitatif ne semble s'appliquer. On invite à appivoiser la démarche et à en tirer

une réflexion globale, mais on ne voit nulle part un système de points qui permettrait d'évaluer objectivement l'application des principes, on ne voit nulle part une obligation quelconque relative à ces principes.

Soulignons enfin, M. le Président, que la plupart des 18 critères d'évaluation des demandes sont chiffrés, ce qui n'est pas le cas du critère développement durable.

Ce que je veux savoir en fait de Mme la ministre, c'est qu'elle explique de quelle façon le ministère s'assure que les projets soumis aux demandes de subvention respectent effectivement les principes du développement durable. Et on se rappellera que la question avait été posée différemment l'an passé, mais que c'était sensiblement la même chose.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

● (21 heures) ●

**Mme Ménard:** Oui. Merci, M. le Président. Alors, effectivement, depuis, je me souviens très bien de la question, l'an passé, alors, depuis, bon, il y a eu le plan d'action 2009-2013.

On a eu aussi la Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales. Alors, on a ce guide-là qui est sorti. Il y a le *Guide pour la prise en compte des principes de développement durable*, qu'on a sorti. Il y a la fiche d'aide, vous en avez parlé, à la prise en compte des principes de développement durable, aide financière aux festivals, événements, que nous avons... Alors, nous avons travaillé très, très fort sur le développement durable. Effectivement, il y a une fiche ici que j'ai en main, un exemple, là, qui est complété. Et, par exemple, j'ai l'intervention en matière de développement durable. Alors, on a les commentaires de l'événement. J'ai ici... Je peux nommer le...

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** ...oui, alors challenge... ou challenge en tout cas, excusez-moi, sur glace, mais c'est ça, c'est le nom, hein, que je vous donne. Alors, c'est Challenge sur glace Continental. Alors, par exemple, il nous donne sur quoi ils vont travailler. C'est ça? Alors, on parle du recyclage... les estrades, les autobus, etc. Alors, il y a un travail, une analyse qui est faite par le ministère. Mais, si on veut aller plus dans le détail, M. le Président, sur le comment, le calcul, et tout ça, je pourrais demander à un spécialiste qui pourrait le faire mieux que moi, là.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, nous avons le consentement. Très bien. Alors, le spécialiste étant?

**Mme Ménard:** M. Diguier.

**Le Président (M. Ouimet):** Pourriez-vous identifier et nous donner votre titre officiel, s'il vous plaît?

**M. Diguier (François):** François Diguier, directeur général du développement, au ministère du Tourisme. Alors, tous les programmes d'aide financière du ministère incluent des critères mesurables sur les actions que posent le promoteur ou l'organisme en matière de développement durable, que ce soit du recyclage, que ce soit l'intégration du projet dans la communauté locale. Donc, on mesure de façon, je dirais,

qualitative ou quantitative, quand c'est possible, l'action du promoteur. Et plus le projet va recueillir des points en matière de développement durable, plus la recommandation va être proche, je vais dire, de la demande du projet.

Donc, on a un encouragement financier à ce que les promoteurs prennent en compte les principes du développement durable.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Merci. Il vous reste neuf minutes. Non. Excusez-moi. Il vous reste sept minutes.

### Visas imposés aux Mexicains et aux Tchèques

**M. Villeneuve:** Bien, écoutez, le temps file, si vous voulez bien, j'aborderais le dossier visas pour les Mexicains et les Tchèques.

Alors, d'après les derniers chiffres disponibles, ceux de 2008, les touristes en provenance du Mexique occupaient le troisième rang en termes de volume et de dépenses des pays autres que les États-Unis. On parle ici de 1 182 000 nuitées et de dépenses de 92 millions. Ce marché était en pleine croissance. Et d'ailleurs je pense que le Québec avait fait de la promotion, là, on avait investi des sommes. Mais, toute somme, quelle qu'elle soit, lorsque c'est l'argent des Québécois, je pense qu'il faut qu'elle soit investie correctement. Et je ne dis pas que ce n'était pas investi correctement, mais, bon, la suite des choses va nous démontrer que la mise en place d'un visa est venue court-circuiter cette démarche-là du gouvernement du Québec.

Donc, ce marché était en pleine croissance, puisqu'il augmentait de plus de 10 % par année, depuis l'an 2000. C'est quand même considérable, là. Alors, je défie tout le monde de mettre son argent à la banque puis d'aller chercher 10 %, là. Le 14 juillet 2009, le gouvernement fédéral a décidé d'exiger un visa de la part de tout visiteur mexicain. D'ailleurs, à cet égard, je crois qu'il y a un Canadien... un couple de Canadiens, là... je pense que c'est un ministre fédéral qui s'est fait refuser l'entrée au Mexique dernièrement, là. La même mesure a été appliquée à la République tchèque, ce qui a amené l'Europe à menacer d'exiger un visa pour les visiteurs canadiens.

Est-ce que c'est possible d'avoir l'impact que cette mesure-là a occasionné? Les derniers chiffres finalement qui sont disponibles, est-ce qu'on peut les avoir pour mesurer cet impact-là? Et quelle action a entreprise le gouvernement pour contrer l'effet de cette mesure? Et qu'a fait la ministre pour justement sensibiliser sa collègue au fédéral concernant cette mesure qui nous touche mais vraiment, mais vraiment de plein fouet? Et d'autant plus qu'on avait développé et encore... c'est encore là, j'ose espérer que c'est encore là, mais on avait développé une belle relation avec le peuple mexicain et notamment, là, avec les gens qui viennent travailler ici et... Bon. Alors, c'est quand même une mesure qui fait très mal à l'industrie. Et, malheureusement, nous n'avons eu aucun droit au chapitre, même Mme la ministre n'a pas pu avoir droit au chapitre, c'est une décision unilatérale du gouvernement fédéral.

Et ça me fait dire tantôt, quand vous parliez du canal Soulanges... ça me fait dire qu'un vieux sage m'avait dit, lorsque je me suis présenté comme maire: André, si tu n'es pas capable de faire une promesse... si tu fais une promesse, assure-toi que tu es le seul maître de la rendre, de la réaliser.

Ne fais pas une promesse en passant que quelqu'un d'autre va t'aider à le faire.

Ça me fait penser au premier ministre qui a fait la promesse en passant que le fédéral, son grand frère, viendrait lui aider, puis là il l'a lâché en cours de route. On ne sait pas qui a lâché qui, mais bref on sait que le projet est au point mort. Donc, j'aimerais entendre la ministre concernant, là, ce dossier, qui est vraiment, là, totalement déplaisant, je vous dirais, là.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Merci, M. le Président. Et je dois vous dire, M. le Président, que c'est une situation qui me préoccupe, qui préoccupe notre gouvernement et qui préoccupe l'industrie touristique.

Dès que l'annonce s'est faite, j'ai téléphoné tout de suite le lendemain. La ministre responsable, à ce moment-là, était Mme Ablonczy. Alors, je lui ai fait part tout de suite de nos préoccupations, des préoccupations de l'industrie et lui ai demandé de voir à avoir des mesures qui soient mises en place. Et je lui avais dit à ce moment-là que je ferais un suivi avec elle. Une semaine plus tard, j'ai téléphoné de nouveau et, encore là, j'ai fait des pressions, comment on était... à quel point on était préoccupés par cette obligation de visas. Ensuite, il y a eu une rencontre à Toronto avec tous les ministres du Tourisme en fait provinciaux, territoriaux, et nous avons... Tous les ministres du Tourisme étaient très préoccupés par cette mesure qui a été prise soudainement, disons les choses comme elles sont, soudainement. Alors, encore là, on a fait des pressions à la dame, à la ministre du temps, là, Mme Ablonczy.

Mme Ablonczy a été remplacée par un nouveau ministre, M. Moore. J'ai, déjà, dès l'annonce de son remplaçant, de M. Moore, j'ai tout de suite contacté M. Moore et encore une fois j'ai fait des pressions: Il faut faire quelque chose. J'ai été à Vancouver, j'ai rencontré le ministre de la Colombie-Britannique ainsi que celle de l'Alberta, encore une fois très préoccupée, très touchée par cette décision-là. Alors, ce que je peux vous dire... Et il va y avoir une prochaine rencontre, et c'est à l'agenda. J'ai demandé que ce soit à l'agenda, et nous allons encore en discuter. Il faut... La pression n'arrête pas, là, on pousse. On pousse, parce qu'à la question aussi du député, qui était l'importance du marché mexicain, on parle de retombées économiques de 90 millions de dollars en 2008. Alors, c'est préoccupant.

On continue, M. le Président, à mettre toutes les pressions qu'on peut.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci. Il reste un peu moins de 1 min 30 s, M. le député.

**M. Villeneuve:** Bien, écoutez, M. le Président, j'en profite pour saluer toutes les personnes ici présentes. Alors, je pense qu'on a eu de beaux échanges. Beaucoup de questions sont toujours en banque ici. Alors, espérant pouvoir les poser peut-être dans un autre forum et avoir la même collaboration de la part de la partie ministérielle, merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci à vous, M. le député de Berthier. Du côté ministériel maintenant, Mme la députée de Jeanne-Mance—Viger.

### Retombées économiques générées par le Stade olympique

**Mme Rotiroti:** Merci, M. le Président. Alors, à mon tour de saluer les membres de la commission, de saluer Mme la ministre et les personnes qui l'accompagnent. J'ai le plaisir de travailler avec eux en tant qu'adjointe parlementaire de la ministre. Alors, bienvenue à cette commission.

Moi, je suis sûre que mon collègue de Jean-Lesage sera très content de savoir que je vais l'amener à Montréal, particulièrement dans l'est de Montréal, pas nécessairement dans mon comté mais pas très loin, et je vais vous parler du Parc olympique. Et dans le coeur de ce Parc olympique se retrouve le Stade olympique, le Stade olympique qui a été construit en 1976 pour accueillir les Jeux olympiques. Je n'ai pas à vous dire, M. le Président, que j'avais à peine deux ans dans ce temps-là, alors, moi, je ne me rappelle pas trop des Jeux olympiques, mais...

#### Des voix: ...

● (21 h 10) ●

**Mme Rotiroti:** Alors, le stade fait partie intégrante du patrimoine moderne de Montréal. C'est un monument unique au monde, une oeuvre d'art architecturale reconnue et c'est un des symboles de Montréal. Puis je pense que ce n'est pas juste les gens qui vivent à Montréal, qui connaît le stade, je pense que, même les gens dans les régions, les touristes qui viennent à Montréal, c'est un site à visiter. Et, je vais vous dire, c'est un symbole, comme j'ai dit, non seulement à Montréal, mais sur la scène internationale. C'est une structure impressionnante et grandiose.

Dans le cadre du dernier budget qui a été déposé le 30 mars dernier par notre collègue le ministre des Finances, il a annoncé un investissement majeur de l'ordre de 25 millions pour la création d'un institut national du sport qui verra le jour sur le site du Parc olympique. D'ailleurs, j'ai eu le plaisir de faire les études de crédits avec Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, Sport et Loisir, et j'ai appris, M. le Président, que la fédération de sports et loisirs se loge dans le Stade olympique, dans le sous-sol du stade. Alors, pour moi, j'avais appris quelque chose de nouveau. Alors, voilà qu'est-ce que ça sert, les études de crédits. Et, pour moi, c'est une excellente nouvelle, l'annonce qui a été faite dans le budget.

Après le succès obtenu à Vancouver, il est clair que nos jeunes Québécois ont un potentiel extraordinaire. L'encadrement que notre gouvernement a choisi de leur donner notamment par le programme Québec en route vers l'excellence ou encore par la mise en place de la structure et des infrastructures sportives porte ses fruits. Cette nouvelle entité au Parc olympique vient s'ajouter à d'autres, comme le Centre d'excellence des sports aquatiques inauguré en 2007, l'aréna Maurice-Richard, qui ne connaît pas l'aréna Maurice-Richard?, le Stade Saputo, donc on prévoit d'ailleurs l'agrandissement prochainement, qui accueille des joueurs de soccer à travers le monde. Mais il y a aussi toute la thématique sciences de la vie qui prennent aussi de l'ampleur avec l'arrivée prochaine du nouveau Planétarium, qui viendra bonifier les activités déjà offertes par le Biodôme, le Jardin botanique et l'Insectarium, et le concept du musée nature parrainé par la ville de Montréal.

Puis, pour ceux qui connaissent l'est de Montréal, là, j'ai parlé du Planétarium, le Biodôme, tout ça se trouve, là, dans le même secteur, c'est tout condensé, c'est un secteur qui est visité par des milliers de touristes. Il y a du transport

en commun. C'est très accessible, très facile d'accès. Alors, je vous invite tous à venir à Montréal puis visiter ce secteur-là, ça vaut la peine.

Alors, ma question à la ministre, c'est simple, c'est... Je voudrais l'entendre sur l'impact économique de ces activités.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Merci, Mme la députée. Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Alors, merci, M. le Président. Alors, d'abord, je remercie la députée de... c'est Jeanne-Mance et...

**Une voix: ...**

**Mme Ménard:** ...Viger, merci, et mon adjointe parlementaire. Alors, merci. Merci d'être là et merci pour la question.

M. le Président, le Stade olympique est une infrastructure très importante, à Montréal. En fait, le Stade olympique, c'est une icône pour les Montréalais et pour les touristes aussi, parce que, dans le *Guide Michelin*, le Stade olympique a trois étoiles. Alors, vous voyez l'importance qu'on y apporte. Alors, si je prends le... vous allez me permettre une petite lecture, là, rapide, du rapport annuel 2009 de la Régie des installations olympiques. Alors, on parle d'un «monument architectural unique, le Stade olympique est l'un des plus grands symboles de Montréal sur la scène internationale. Sa capacité d'accueil exceptionnelle permet d'y présenter les plus grands événements sportifs, commerciaux et culturels au Québec.» Vous savez, c'est l'endroit... le seul endroit au Québec que l'on peut rassembler, là, plus de 50 000 personnes. Alors, c'est un monument exceptionnel, un endroit exceptionnel. Alors, c'est aussi l'un des sites touristiques les plus visités de la métropole. Et, grâce à l'observatoire situé au sommet de la tour, alors je vous ai parlé des trois étoiles dans le *Guide Michelin*, donc c'est des millions de personnes qui sont passées dans cette tour.

Le Centre sportif du Parc olympique est le plus grand du genre au Québec avec ses sept bassins de compétition, d'entraînement et de divertissement qui sont destinés aux athlètes et au grand public. Alors, c'est un endroit exceptionnel pour Montréal et finalement pour l'ensemble du Québec. Tout le monde peut en bénéficier, de ce stade-là.

Alors, ce que je... J'aimerais d'abord, premièrement, souligner le travail qui se fait à la Régie des installations olympiques. J'aimerais souligner aussi le travail exceptionnel de la présidente du conseil d'administration, Mme Maya Raic, et naturellement il y a aussi le président-directeur général, M. André Gourd.

Alors, si vous le permettez, peut-être que M. André Gourd pourrait nous parler des retombées économiques du stade.

**Le Président (M. Ouimet):** Avec le consentement. M. le député de Berthier, oui? Alors, monsieur, madame, le consentement est accordé.

**Mme Ménard:** Merci.

**Le Président (M. Ouimet):** Qui prend la parole?

**Une voix: ...**

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, pourriez-vous vous identifier et nous donner votre titre exact?

**M. Gourd (André):** Mais oui, M. le Président. Mon nom: André Gourd, je suis le président-directeur général du Stade olympique, nommé la RIO depuis deux ans.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. On vous écoute.

**M. Gourd (André):** Mme la ministre, Mmes les députées, MM. les députés, j'aimerais tout de suite faire une mise au point: le député de Berthier est venu visiter le Stade olympique quand on l'a invité et il a fait une grande visite, et, vous voyez, ceux qui l'invitent, il vient.

**Des voix: ...**

**M. Gourd (André):** Si vous permettez, dans le même élan de ce commentaire-là, j'aimerais parler de nos résultats financiers.

On est à l'étude des crédits. Quand on peut se vanter de quelque chose au nom de sa société... et de souligner qu'on ne fait pas un déficit, mais qu'on fait un surplus, je tiens particulièrement à inviter les gens à voir nos résultats financiers qui, depuis deux ans, montrent une augmentation de nos revenus. Nous, on ne baisse pas, on augmente et on baisse nos dépenses. On est dans le profil, je crois, de la demande du gouvernement de contrôler ses dépenses et d'augmenter ses revenus. On est très fiers de ça, puis je profite du moment qu'on a pour le souligner.

Quant au développement économique du Parc olympique, vous comprendrez grandement notre joie que le gouvernement investisse dans le Planétarium, un investissement d'autour de 50 millions; l'institut dont on a parlé tantôt, 25 millions. Et là on regarde la possibilité d'un nouveau toit, et notre ministre travaille très fort pour faire aboutir ce mandat-là, qui d'ailleurs... dans les journaux d'aujourd'hui, juste à titre d'exemple, le stade, en Colombie-Britannique, va avoir un nouveau toit, et on parle de 475 millions pour ce nouveau toit en Colombie-Britannique. Ce n'est pas notre cas, inquiétez-vous pas. Et, quant au développement économique, bien c'est sûr que la quantité de personnes qui viennent chaque année au stade, et tenant compte du fait qu'on est ouverts seulement huit mois par année... quelques chiffres. Dans le stade lui-même, il y a environ 550 000 personnes qui viennent et il y en a à peu près 350 000 qui viennent sur neuf événements. Ça vous donne une idée de la dimension de l'animal, ça veut dire 50 000 personnes par événement. Il y en a à peu près 250 000 qui vont dans les piscines et dans le toit, dans la tour. On a environ 1,1 million de visiteurs par année chez nous. On est ouverts huit mois par année.

Les retombées économiques d'un truc comme ça sont évaluées par des firmes indépendantes à environ 165 millions par année, à l'heure actuelle. Ça fait que je pense que, si les députés additionnent bien, si on était ouverts à l'année, on pourrait sûrement baisser notre déficit d'opération, qui est autour de 20 millions par année. Et notre déficit, d'ailleurs, cette année, en 2009, on l'a baissé de 1 million. Ça fait que ça veut dire que, si on avait la possibilité d'opérer, on pourrait peut-être espérer de le réduire même à zéro. C'est un rêve qu'on a, mais on a besoin du support de tout le monde pour ça.

Un élément important, on a fait un sondage Léger & Léger, et je pense que c'est intéressant de voir la réaction du public. Il y a beaucoup de monde qui pense que

le Stade olympique, c'est quelque chose qui est mal perçu par la population. Bien, c'est faux. On a un sondage de Léger & Léger qui démontre clairement que l'ensemble des Québécois, je ne parle pas des Montréalais, ne sont pas du tout intéressés à démolir le Stade olympique. Ça, c'est une question qui est réglée. Plus de 80 % de la population est contre la démolition. D'ailleurs, il y a toutes sortes de problèmes techniques à la démolition. Mais ça passe le message. L'ensemble des Québécois disent: Si le stade est utilisé à l'année, on n'a aucun problème à investir dedans, mais il faut qu'on s'en serve. Le grand drame du stade, c'est de ne pas s'en servir. Avoir un investissement comme ça, qui a coûté peut-être 1,5 milliard, qui a été payé à même les taxes sur le tabac, qui ne sert pas, c'est une tragédie pour tout le monde. C'est un stade, c'est un équipement urbain qui ne sert pas.

Donc, l'importance du pôle, de l'attraction de la RIO, ce que ça génère, ce que ça provoque, c'est un gage d'avenir pour la ville de Montréal et pour la province.

● (21 h 20) ●

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Merci. D'autres questions, Mme la députée? Mme la députée de Mégantic-Compton.

### Importance du tourisme dans le cadre du plan Nord

**Mme Gonthier:** Merci, M. le Président. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je siége à cette commission parlementaire aujourd'hui pour discuter du tourisme, parce que tout le monde qui me connaît dans le comté de Mégantic-Compton savent à quel point je crois en l'industrie touristique et que j'appelle bien «industrie», il va s'en dire, parce que, pour moi, c'est une force économique. Et chez nous les gens savent que, quand je fais de l'asphalte, c'est parce que j'investis dans le tourisme. On a un grand potentiel de développement touristique, nous, dans Mégantic-Compton, deux parcs provinciaux, le parc du Mont-Mégantic, l'observatoire, première réserve mondiale de ciel étoilé. On a... Et je dis souvent qu'on est un diamant brut. On doit ciseler maintenant notre offre. On a énormément à offrir, mais on doit ciseler, on doit «fine-tuner», puis tout ça.

Mais, aujourd'hui, mes propos, même si je me situe dans l'extrême sud du Québec, on s'entend, parce que mon comté, pour ceux qui ne le sauraient pas, se situe aux confins de la Beauce et de l'Estrie, sur les limites américaines, moi, je veux parler de la place du tourisme dans le cadre du plan Nord. Vous savez, le premier ministre a lancé, en septembre 2008, le plan Nord, un projet colossal dont on est particulièrement fiers. Le plan Nord prend de plus en plus de formes. Il y a des sommes déjà fort intéressantes et importantes qui sont investies dans ce dossier-là. C'est mené par notre vice-première ministre et ministre responsable des Ressources naturelles, mais avec plusieurs tables, et puis tout ça, et on sait que le... je pense, dans le dernier budget, d'ailleurs, on mentionnait que le tourisme occuperait une place d'importance dans ce plan-là. On a déjà, d'ailleurs, octroyé de l'argent, 6 millions de dollars, sur trois ans, pour soutenir des projets structurants au niveau du plan Nord.

Moi, ce que je vois du plan Nord, c'est tout à fait extraordinaire, parce que, vous savez, ce qui peut caractériser le Québec par rapport au tourisme international, c'est sûrement nos grands espaces, la qualité de notre nature, et c'est ça qui nous différencie énormément, le Nord-du-Québec. Moi, je me souviens, à une époque, vous savez, comparativement à ma collègue de Jeanne-Mance—Viger, j'avais plus

que trois ans en 1976, j'ai d'ailleurs travaillé au COJO et j'ai aussi travaillé au Grand Prix du Canada. À l'époque, le Grand Prix du Canada était suivi du Grand Prix de Détroit, et le jet set international qui assistait au Grand Prix du Canada restait au Canada, au Québec particulièrement, durant la semaine entre les deux Grand Prix justement parce qu'ils étaient attirés par notre tourisme, notre tourisme nature. Ils s'en allaient dans les pourvoiries. La chasse, la pêche, c'est ça qui les intéressait.

Alors, c'est quelque chose qui est vraiment extraordinaire pour nous, particulièrement vis-à-vis un tourisme international qui peut rapporter des sommes d'argent intéressantes.

Alors, je sais que Mme la ministre est allée faire un tour dans le Grand Nord récemment. Alors, dites-moi quel rôle va jouer le tourisme dans le plan Nord et qu'est-ce que vous voyez.

**Le Président (M. Ouimet):** Et est-ce que le député de Berthier est invité?

**Mme Ménard:** S'il veut.

**Le Président (M. Ouimet):** Il ne faut pas l'oublier, le député de Berthier. Une autre invitation, M. le député.

**Mme Ménard:** Mais là il ne sait pas où.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Ouimet):** Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Alors, M. le Président, j'étais vraiment tout ouïe aux commentaires de la députée de Mégantic-Compton. Je la sens passionnée par le tourisme, effectivement. Et j'ai fait, à un moment donné, une visite dans son comté et j'ai vu à quel point elle est passionnée de son, d'abord, un, de son comté, de la nature, hein, l'immensité de la nature qu'il y a dans son comté. Alors, je suis contente que vous soyez là, Mme la députée.

Alors, écoutez, effectivement, j'ai eu la chance et, je vais dire, le privilège...

**Une voix:** ...

**Mme Ménard:** Deux minutes? Ah, diable. J'ai eu le privilège d'aller dans le Nunavik et de rencontrer la communauté inuite, tout ça dans le but de voir de quelle façon on peut travailler ensemble.

M. le Président, j'ai vu là des paysages uniques au monde, c'est magnifique, un peuple chaleureux, c'est incroyable, un peuple qui veut travailler avec nous. Et il est clair que, toutes les actions que nous allons poser, on va les faire avec eux à leur rythme et en respectant la nature, définitivement.

Alors, M. le Président, le plan Nord, la députée en a parlé, il y a eu 6 millions au volet Tourisme. C'est une enveloppe de 57 millions de dollars qui a été annoncée dans le budget, dont six pour le tourisme. Alors, nous avons déjà des projets que nous allons travailler avec les communautés inuites. J'ai eu la chance aussi d'aller à Eeyou Istchee. Je suis allée à Fermont. Je suis allée enfin à plusieurs endroits dans le Nord et je vous dis qu'il y a des gens, là, qui sont tellement heureux et prêts à travailler avec nous. Ils sont... Ils nous

attendent, là, les bras grands ouverts, et c'est vraiment motivant. Du travail qu'on va pouvoir faire avec eux, là, c'est très, très, très motivant.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, merci, Mme la ministre.

**Mme Ménard:** Est-ce que je peux...

**Le Président (M. Ouimet):** Pardon?

**Mme Ménard:** ...remercier aussi, M. le Président?

**Le Président (M. Ouimet):** Ah, il vous reste 30 secondes.

**Mme Ménard:** 30 secondes. Alors, M. le député de Berthier, je vous remercie. M. le député de Beauharnois, mes collègues, merci infiniment. Les gens des sociétés d'État, un grand merci d'avoir été là, et tout le personnel du ministère, alors. Et vous, gens... M. le Président, avec vos acolytes, un gros merci, ça a été vraiment une belle session, comme l'année dernière d'ailleurs, M. le Président, M. le député de Berthier...

**Une voix:** On l'attend vendredi.

**Mme Ménard:** ...et on vous attend vendredi.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

#### Adoption des crédits

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, le temps alloué à l'étude des crédits du portefeuille Tourisme étant presque écoulé, nous allons procéder à la mise aux voix.

Est-ce que le programme 1, intitulé Promotion et développement du tourisme, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**M. Villeneuve:** Sur division.

**Le Président (M. Ouimet):** Adopté sur division. Est-ce que l'ensemble des crédits relevant du portefeuille Tourisme pour l'année financière 2010-2011 sont adoptés?

**Des voix:** Adopté.

**M. Villeneuve:** Sur division.

#### Documents déposés

**Le Président (M. Ouimet):** Adopté sur division. En terminant, je dépose l'ensemble des réponses aux demandes de renseignements particuliers et généraux des députés des deux groupes d'opposition concernant les crédits relevant du portefeuille Tourisme.

Et la commission ajourne ses travaux jusqu'à demain, 6 mai, 19 h 30, où elle poursuivra l'étude des crédits du portefeuille Développement économique. Merci et bonne fin de soirée.

*(Fin de la séance à 21 h 28)*